



Une « forêt de protection » à Rambouillet

Notice de gestion



Document approuvé par décret du



Préfecture des Yvelines

Direction départementale
de l'équipement et de l'agriculture

CLASSEMENT EN FORET DE PROTECTION DU MASSIF DE RAMBOUILLET

DOSSIER DE CLASSEMENT

Le dossier de classement comprend :

- **le procès verbal de reconnaissance, relié et numéroté p 1 à p 78**
- **la notice explicative, reliée et numérotée p 1 à p 65**
- **les tableaux parcellaires et les plans de localisation, établis sur la base du cadastre, dans des documents séparés, pour chacune des 40 communes concernées**

SOMMAIRE

CLASSEMENT EN FORET DE PROTECTION..... 1

1- LES MOTIFS DU CLASSEMENT DU MASSIF DE RAMBOUILLET EN FORET DE PROTECTION 1

1-1- PROTÉGER LA FORET DE RAMBOUILLET 1

1-1-1- L'ORIGINALITE DU MASSIF DE RAMBOUILLET DANS LE CONTEXTE FRANCILIEN..... 1

1-1-2- LE MAINTIEN DU MASSIF DE RAMBOUILLET S'IMPOSE POUR DES RAISONS ECOLOGIQUES 2

1-1-3- LE MAINTIEN DU MASSIF DE RAMBOUILLET S'IMPOSE POUR LE BIEN-ETRE DE LA POPULATION 2

1-2- UN STATUT DE PROTECTION ADAPTE AU CONTEXTE PERIURBAIN..... 3

1-3- UN STATUT DE PROTECTION QUI VIENT EN RENFORT DES AUTRES PROTECTIONS DEJA EXISTANTES 4

1-3-1- LES DIFFERENTES « PROTECTIONS » QUI EXISTENT DEJA 4

1-3-1-1- Selon le code de l'urbanisme : le cadrage de l'urbanisation..... 4

1-3-1-2- Selon le code de l'environnement : la protection du patrimoine écologique et historique.... 5

1-3-1-3- Selon le code forestier : la protection des boisements et la garantie de leur gestion durable 6

1-3-2- LE CLASSEMENT EN FORET DE PROTECTION PALLIE LES FAIBLESSES DE CES PROTECTIONS EN MATIERE DE FORET..... 6

2- RECOMMANDATIONS ADAPTEES AUX PARTICULARITES LOCALES DU MASSIF... 7

2-1- ASSURER UNE SYLVICULTURE ACTIVE 7

2-1-1- ANALYSE DES DEMARCHES SPECIFIQUES A UNE FORET DE PROTECTION..... 7

2-1-2- DISPOSITIONS RELATIVES AUX COUPES 7

2-1-3- DELAI DE VALIDITE DE L'AUTORISATION DE COUPE..... 8

2-2- MAINTENIR LES QUALITES ENVIRONNEMENTALES 8

2-2-1- RECOMMANDATIONS POUR MAINTENIR LES QUALITES PAYSAGERES..... 8

2-2-1-1- Suivre les grandes lignes des Orientations Régionales Forestières 2000 en matière de paysage : 9

2-2-1-2- Le principe d'une étude paysagère sommaire 9

2-2-2- RECOMMANDATIONS POUR MAINTENIR LES QUALITES ECOLOGIQUES 10

2-2-2-1- Adopter une sylviculture respectueuse de l'environnement et de la diversité biologique... 11

2-2-2-2- Veiller au respect de la nature lors des travaux 11

2-2-2-3- Créer des conditions favorables à la faune et à la flore 12

2-2-3- RECOMMANDATIONS POUR LA GESTION SPECIALE DE CERTAINS MILIEUX OUVERTS..... 12

2-3- TENDRE VERS UN EQUILIBRE AGRO-SYLVO-CYNEGETIQUE PAR LA GESTION CYNEGETIQUE 13

2-3-1- LA NECESSITE D'UNE GESTION CYNEGETIQUE AU SEIN DE LA FORET DE PROTECTION 13

2-3-1-1- ... pour atteindre un équilibre entre la faune et la flore..... 13

2-3-1-2- ... pour atteindre un équilibre entre la faune et les activités humaines 13

2-3-1-3- ... pour permettre une gestion des propriétés privées 13

2-3-1-4- ... pour maintenir une chasse aux racines historiques..... 14

2-3-2-	RECOMMANDATIONS POUR LA RECHERCHE D'UN EQUILIBRE AGRO-SYLVO-CYNEGETIQUE OPTIMUM	14
2-3-2-1-	Améliorer la connaissance des populations.....	14
2-3-2-2-	Réguler les populations par l'application du plan de chasse	15
2-3-2-3-	Résoudre le problème de circulation des populations de grands gibiers à l'intérieur du massif 15	
2-4-	« ACCUEILLIR SANS ATTIRER » : PRINCIPE DE L'ACCUEIL DU PUBLIC	17
2-4-1-	COMMENT EST ENVISAGE L'ACCUEIL EN FORET DE PROTECTION ?	17
2-4-2-	RECOMMANDATIONS D'ACCUEIL EN FORETS OUVERTES AU PUBLIC : « ACCUEILLIR SANS ATTIRER ».....	17
2-4-2-1-	Des recommandations sur la circulation.....	17
2-4-2-2-	Des recommandations sur les usages.....	19
2-4-3-	AMELIORER ET CREER DES ZONES DE SILENCE	20
2-4-3-1-	Productions actuelles de nuisances sonores.....	20
2-4-3-2-	Aller vers une baisse de ces nuisances	20
2-4-4-	FAVORISER UNE INFORMATION ET UNE SENSIBILISATION DES USAGERS.....	21
2-4-4-1-	Nature de l'information	21
2-4-4-2-	La signalétique.....	21
2-4-4-3-	L'éducation, la sensibilisation	22
2-4-4-4-	Les équipements d'accueil du public (rappel des ORF).....	22
FICHES CONSEILS		23
ANNEXES		37

1- Les motifs du classement du massif de Rambouillet en forêt de protection

1-1- Protéger la forêt de Rambouillet

1-1-1- L'originalité du massif de Rambouillet dans le contexte francilien

En Ile-de-France, ce massif se distingue des autres forêts périurbaines de par :

- **la présence, à moins de 50 km de Paris, de la "grande faune"** : l'image de Rambouillet est indissociable de celle du Cerf, actuellement mais aussi historiquement. Des personnes s'y déplacent dans l'espoir de l'entendre (lors du brame, pendant l'automne), de l'observer in situ ou, à défaut en semi-liberté dans le parc animalier;

- **la place prépondérante du Chêne dans la composition de son peuplement** : 75 % des arbres de la forêt de Rambouillet sont des feuillus, avec une large domination des chênes (7/10). La forêt domaniale est jalonnée de vieux chênes remarquables, chacun possédant un surnom qui lui est propre ("Chêne du Président", "Chêne Frisé", Chêne de la Voûte" ...). Le châtaignier l'accompagne en sous-étage, alors qu'à Fontainebleau cette place revient principalement au hêtre.

Ces deux principales caractéristiques sont les symboles de ce massif et y sont intimement liés.

Enfin, la structure foncière de ce massif est particulière pour l'Ile-de-France. Elle se distingue notamment de celle du massif de Fontainebleau, par l'importance de la part privée du massif, appliquant un plan simple de gestion. En effet, la partie proposée au classement, le cœur de la forêt de Rambouillet (soit 25.500 ha.), est gérée pour une moitié de sa surface (partie domaniale) par l'Office National des Forêts (ONF) conformément à un document d'aménagement et pour l'autre moitié par environ 3 000 propriétaires privés (sur 10.800 ha) dont une soixantaine avec un « Plan Simple de Gestion » (PSG) agréé par le Centre Régional de la Propriété Forestière (CRPF) sur 40 % de la partie privée. La meilleure des protections est la gestion forestière durable, pratiquée de manière régulière et active, en conformité avec les documents d'orientation établis par l'Etat et ses établissements publics : les "orientations régionales forestières", les "directives régionales d'aménagement des forêts domaniales" par l'ONF, et les "schémas régionaux de gestion sylvicole" par le CRPF, en application de l'article L. 4 du code forestier.

Le massif de Rambouillet est pleinement concerné par un classement en forêt de protection au sens de l'article L 411-1 du code forestier :

« Peuvent être classés comme forêts de protection, pour cause d'utilité publique :

...

Les bois et forêts, quels que soient leurs propriétaires, situés à la périphérie des grandes agglomérations, ainsi que dans les zones où leur maintien s'impose, soit pour des raisons écologiques, soit pour le bien-être de la population. »

1-1-2- Le maintien du massif de Rambouillet s'impose pour des raisons écologiques

Le massif de Rambouillet repose sur une mosaïque complexe de sols qui lui confère une grande variété de biotopes : 22 « habitats » (de l'annexe I de la directive « Habitats, Faune, Flore ») sont dénombrés sur l'ensemble de la forêt domaniale alors qu'elle ne représente que la moitié du massif classé !

Le massif de Rambouillet est ainsi le deuxième site remarquable de la région, après Fontainebleau, en terme d'importance floristique, faunistique et écosystémique :

- 54 espèces végétales légalement protégées y ont été observées (dont 9 espèces protégées au niveau national) et presque un tiers de ces espèces ne sont présentes que sur ce site en Île-de-France. Il s'illustre particulièrement pour les milieux humides acides (il comporte notamment de nombreuses tourbières) et a des caractéristiques atlantiques marquées ;
- en matière de faune, il suscite également de l'intérêt : on peut noter pour exemple qu'il est actuellement le site francilien le plus riche au niveau des espèces d'odonates (libellules).

Cependant la biodiversité a régressé dans l'ensemble du massif. Face à cela, l'Office National des Forêts a mis en place un réseau de Réserves Biologiques Domaniales dirigées, sur des sites particuliers du domaine public (576 ha au total). Mais il faut stopper, en parallèle, le morcellement et le mitage insidieux du massif qui le fragilisent, aussi bien dans le domaine privé de l'Etat que des particuliers.

1-1-3- Le maintien du massif de Rambouillet s'impose pour le bien-être de la population

L'objectif affiché dans les Orientations Régionales Forestières 2000 est le classement à terme de toutes les forêts de la proche couronne parisienne et des forêts les plus fréquentées de la deuxième couronne. Dans ce dernier cas, après le classement de Fontainebleau vient naturellement celui de Rambouillet : le classement de ces deux massifs avait été demandé au même titre dès 1991 par le Premier Ministre et réaffirmé au sein du Schéma Directeur Régional de l'Ile-de-France (publié en 1994), pour « préserver et valoriser les espaces boisés et paysagers ».

Le massif périurbain attire chaque année plus de 10 millions de visites. Il contribue largement au bien-être de la population francilienne qui vient chercher dans cette forêt, la « nature » : une rupture par rapport au stress et au cadre de vie urbain.

Outre sa valeur écologique, la forêt de Rambouillet a une forte valeur patrimoniale, de part son histoire, la présence de la grande faune et ses paysages. Tous ces éléments contribuent à son attraction par rapport aux citoyens :

- l'histoire est inscrite dans le paysage par la présence de nombreux châteaux,
- les populations de cerfs de Rambouillet sont célèbres.
- issu d'une forêt royale, le massif a été en partie structuré par la pratique historique de la chasse à courre, tradition perpétuée et attirant de nombreux curieux. La présence de carrefours en étoile en témoigne ;
- les nombreux étangs, les Vaux de Cernay et les paysages caractéristiques de la Haute Vallée de Chevreuse, les rochers d'Angennes sont autant d'exemples des paysages pittoresques qui sillonnent ce massif;
- Le parc animalier de Rambouillet, mis en place sur 250 ha par l'ONF depuis 1994, facilite l'observation de la grande faune pour les néophytes.

Ce massif forestier s'étend sur le territoire de différentes communes que l'on peut distinguer de deux types principaux : communes de « clairières » (la forêt les entoure) ou communes de « lisières » (la forêt forme un front qui tranche en majorité avec le front agricole mais parfois aussi avec un front urbain). La forêt de Rambouillet fait ainsi partie du cadre de vie des habitants de ces communes. Elle a pour eux une valeur sentimentale très forte que l'audit patrimonial réalisé par l'ONF, à la suite de la tempête de décembre 1999, a mis en évidence.

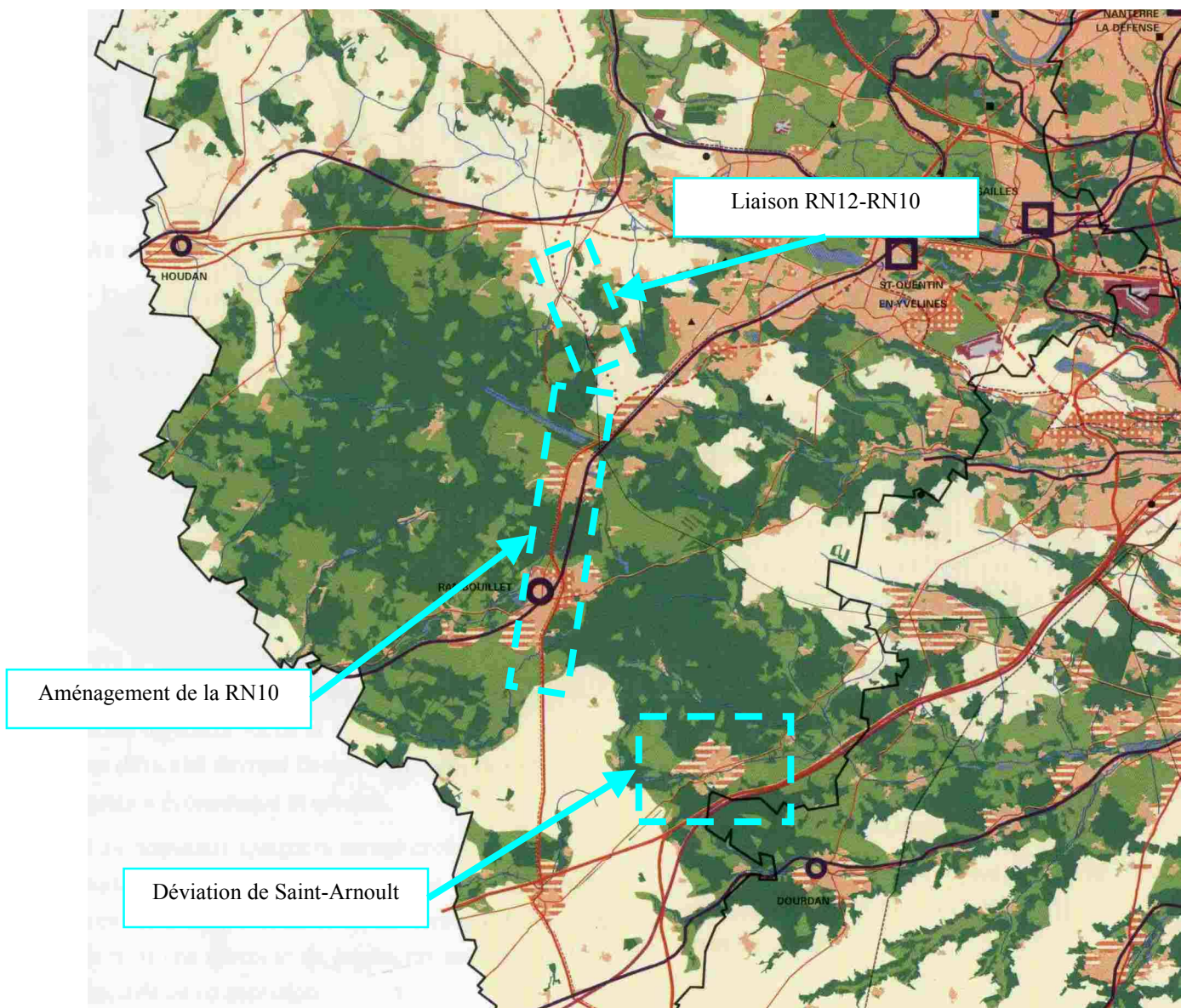
Pour cette population locale et les Franciliens, la préservation de l'intégrité physique du massif est primordiale : c'est une étape obligatoire pour conserver la qualité de vie et d'accueil de ce site.

1-2- Un statut de protection adapté au contexte périurbain

Dans un contexte périurbain où diverses pressions menacent l'intégrité physique du massif, le classement de la forêt de Rambouillet en forêt de protection se justifie également au sens de l'article L 412-2 du code forestier :

« Le classement comme forêt de protection interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation ou la protection des boisements. »

La carte de destination générale des sols issue du SDRIF permet d'illustrer en partie la pression exercée sur la région de Rambouillet. La localisation des « Espaces urbanisables partiellement » apporte notamment des informations. (voir Figure n°1)





Légende :

On observe un glissement vers l'ouest de la pression de l'activité humaine dans la zone de Rambouillet, selon le gradient Ville Nouvelle de Saint-Quentin > Coignières > Les Essarts-le-Roi > Le Perray-en-Yvelines > Rambouillet, le long de la RN 10.

Cette situation de périurbanité nécessite des infrastructures qui souvent entraînent des emprises et des servitudes en forêt (ligne EDF, gazoduc, route, voie ferrée, etc ...).

Figure n°1 : Les "Espaces urbanisables" au SDRIF dans le secteur de Rambouillet

Il est donc nécessaire d'éviter la création de nouvelles emprises qui, par effet cumulatif, fragiliseraient la forêt.

Or, les règlements d'urbanisme sont des documents révisables, impuissants face aux travaux « déclarés d'utilité publique », et la législation sur les défrichements peut varier au gré des jurisprudences. L'outil juridique que constitue le classement en forêt de protection apporte des solutions dans un tel contexte.

En effet, la décision de classement (par décret en Conseil d'Etat) et le plan de délimitation sont reportés aux plans locaux d'urbanisme et opposables à toute demande d'occupation du sol ou d'autorisation de défrichement au titre des articles L 311-1 ou L 312-1 du code forestier.

1-3- Un statut de protection qui vient en renfort des autres protections déjà existantes

En zone périurbaine, d'autres mesures de protection ont été développées pour « cadrer » l'urbanisation : elles interviennent dans l'aménagement du territoire. Le plus souvent, plusieurs législations « s'empilent » sur une même zone, suivant chacune son objectif.

1-3-1- Les différentes « protections » qui existent déjà

1-3-1-1- Selon le code de l'urbanisme : le cadrage de l'urbanisation

Différents documents d'urbanisme agissent du niveau global au niveau local :

- le SDRIF (Schéma Directeur Régional d'Île-de-France) planifie les orientations au niveau régional et spatialise le développement urbain permis,
- le SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale) décline le SDRIF au niveau d'un ensemble de communes (échelle du canton), y ajoute des particularités locales,
- et le PLU (Plan Local d'Urbanisme), par le zonage de la commune et le règlement qu'il définit, doit être compatible avec ces documents.

Ces documents, s'empilant tels des « poupées russes », définissent des protections :

- au niveau des lisières des massifs de plus de 100 ha. Le SDRIF impose, au niveau régional, une bande de 50 mètres d'inconstructibilité autour des massifs boisés de plus de 100 ha, en dehors des sites urbains constitués.
- au niveau des boisements de la commune considérée. Lors de l'établissement ou la révision de son PLU, la commune définit les **Espaces Boisés Classés (EBC)** au niveau du zonage de son territoire. En pratique, au moins tous les massifs forestiers de plus de 100 ha bénéficient de cette protection. Au titre de l'article L 130-1 du code de l'urbanisme, tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation ou la protection des boisements est interdit pour les boisements en EBC. Mais, comme il a été précédemment annoncé, ce zonage est révisable : à chaque révision de PLU sont sacrifiés quelques m² de boisements pour la construction d'une maison, d'une piscine... La commune est aussi impuissante quand des travaux d'intérêt public imposent des modifications du PLU (par exemple, déclassement d'une bande forestière initialement en EBC pour pouvoir élargir une voirie).

La majorité des parcelles classées en forêt de protection de Rambouillet sont déjà en EBC.

1-3-1-2- Selon le code de l'environnement : la protection du patrimoine écologique et historique

Sur la partie sud-est du massif forestier de Rambouillet est présent le Parc Naturel Régional (PNR) de la haute vallée de Chevreuse : ses objectifs en matière sylvicole et de protection de l'environnement, définis par sa charte, vont dans le même sens que ceux de la forêt de protection en étant, cependant, seulement incitatifs et ne garantissant pas l'intégrité physique du massif. Par contre, le PNR a un champ d'action plus large, couvrant tous les types d'espaces et tous les domaines d'activités présents ou à développer sur le territoire du parc (aussi bien agriculture, qu'artisanat, commerce, tourisme...).

Les Parcs naturels régionaux sont soumis aux dispositions des articles L 333-1 à L 333-4 du code de l'environnement.

La partie législative de ce code (*articles L 341-1 à 341-22*) reprend la loi du 2 mai 1930 sur les sites classés (SC) et les sites inscrits (SI). L'objectif du classement ou de l'inscription d'un site est de le conserver en l'état et de le préserver de toutes atteintes graves.

A compter du classement ou de l'inscription d'un site, tous travaux susceptibles de modifier son aspect ou son état sont soumis au contrôle du ministre chargé des sites (SC) ou du préfet du département (SI), sous la forme d'une demande d'autorisation (SC) ou d'une déclaration (SI). Ainsi, lorsqu'un boisement est inclus dans un site, tous défrichements ou coupes le concernant sont soumis à la même démarche.

A cela s'ajoute la loi du 31 décembre 1913 sur les Monuments Historiques (classés et inscrits) : un périmètre de protection 500 m autour des monuments y est instauré.

Enfin le code de l'environnement transcrit les directives européennes « Habitats » et « Oiseaux » en Droit français par l'article L 414-1. Le réseau Natura 2000 est aussi présent sur le site de Rambouillet. Sur les sites répertoriés seront définis un ou deux documents d'objectifs qui détermineront la gestion à mener pour préserver et/ou restaurer les habitats, ainsi que la flore et la faune qui y sont inféodées. Cette protection ciblée sur quelques biotopes rares agit surtout au niveau de la gestion.

Toujours dans le domaine de l'environnement, mais en dehors du code, il existe aussi

➤ les **ZNIEFF** (Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Floristique et Faunistique). Elles n'assurent aucune protection en tant que telle (elles n'ont pas de valeur réglementaire) mais ont le mérite de délimiter des aires où des inventaires ont révélé l'intérêt biologique. Elles sont de deux types :

- les ZNIEFF de type 1 sont d'aires restreintes et concernent un biotope bien déterminé (exemple : « Aulnaies tourbeuses de Gambaiseuil »)
- les ZNIEFF de type 2 couvrent des zones plus larges et englobent éventuellement des ZNIEFF de type 1. Elles définissent un grand ensemble (exemple : « Forêt de Rambouillet nord-ouest » sur une superficie de 10 000 ha) ;

➤ et la gestion de sites écologiques particuliers et présents en forêt domaniale en **Réserves Biologiques Domaniales dirigées (RBD)**.

1-3-1-3- Selon le code forestier : la protection des boisements et la garantie de leur gestion durable

Conformément à l'article L 311-1 du code forestier, aucun particulier ne peut user du droit d'arracher ou de défricher ses bois ou de mettre fin à la destination forestière de ses terrains sans avoir, préalablement, obtenu une autorisation administrative.¹

Toutefois, l'état actuel des lieux fait apparaître une efficacité partielle des dispositions précitées. **Les mesures existantes visant à protéger la forêt n'apportent pas de garanties pleinement suffisantes : la progression du mitage de la forêt et le cloisonnement par les routes ont été difficilement contenus.**

1-3-2- Le classement en forêt de protection pallie les faiblesses de ces protections en matière de forêt

Classer un massif en « forêt de protection », c'est, schématiquement, le classer en Espaces Boisés Classés à très long terme. La force de ce statut réside dans la protection foncière puissante qu'il assure (la plus efficace possible dans le domaine forestier). Son autre intérêt est la précision de sa délimitation physique sur le terrain : le périmètre de la forêt de protection est défini à l'échelle de la parcelle cadastrale.

A cela s'ajoute la possibilité de mener une réflexion sur la gestion forestière. Certaines recommandations de gestion sont déclinées dans la suite de ce document appelé, à juste titre, « notice de gestion » : ces recommandations de gestion, définies en concertation avec le comité de pilotage, découlent des objectifs de classement.

¹ Sont exonérés de l'autorisation de défrichement : les bois de moins de 1 ha d'un seul tenant, les parcs ou jardins clos et attenants à une habitation principale lorsque l'étendue close est inférieure à 10 ha. Toutefois, lorsque les défrichements projetés dans ces parcs sont liés à la réalisation d'une opération d'aménagement prévue au titre 1er du livre III du code de l'urbanisme ou d'une opération de construction soumise à autorisation au titre de ce code, cette surface est abaissée à 1 ha.

2-Recommandations adaptées aux particularités locales du massif

2-1- Assurer une sylviculture active

La gestion forestière en forêt de protection doit être conforme au régime spécial assigné à ce type de forêt, en plus du respect des autres législations en vigueur...

2-1-1- Analyse des démarches spécifiques à une forêt de protection

Se reporter à l'annexe n°5 : résumé des démarches administratives pour les propriétés privées classées en forêt de protection.

2-1-2- Dispositions relatives aux coupes

Au sein de la forêt de protection, toute coupe non prévue dans un « règlement d'exploitation » ou un PSG doit faire l'objet de l'autorisation spéciale, prévue par l'article R412-2 du code forestier, qui dispose : « Les propriétaires qui désirent procéder à une coupe non prévue dans un règlement d'exploitation approuvé ne peuvent l'effectuer qu'après autorisation spéciale du préfet, délivrée sur proposition du directeur départemental de l'agriculture. La demande d'autorisation contient les indications prévues au premier alinéa de l'article R. 412-1². L'autorisation peut être subordonnée aux prescriptions spéciales mentionnées à l'alinéa 3 du dit article. Les propriétaires dont le règlement d'exploitation n'a pas été approuvé et ceux qui s'abstiennent d'en soumettre un à l'approbation du préfet sont soumis, pour toute coupe, aux mêmes dispositions. »

Un alourdissement des démarches administratives peut constituer un frein pour la gestion forestière. L'objectif de la « forêt de protection » n'est pas de gêner la gestion des propriétés privées.

Ainsi, de façon générale, les propriétaires privés sont incités à présenter un règlement d'exploitation ou un Plan Simple de Gestion, qui les exempte d'autorisation au coup par coup, et qui permet de garantir une gestion plus régulière.

En l'absence de règlement d'exploitation ou de Plan Simple de Gestion, toutes les coupes doivent faire l'objet d'une autorisation spéciale à demander à la DDAF. Cependant, pour faciliter les petites opérations d'entretien les coupes suivantes sont exonérées de toutes démarches administratives :

- Catégorie 1 : Coupes d'amélioration des peuplements de résineux traités en futaie régulière, effectuées à une rotation de 10 ans et prélevant au maximum le 1/3 du volume sur pied ou à une rotation de 5 ans prélevant au maximum 15% du volume sur pied, sous réserve que les surfaces parcourues par ces coupes en un an soient inférieures ou égales aux surfaces maximales de 1 ha.
- Catégorie 2 : Coupes rases de peupliers sous réserve d'une reconstitution de l'état boisé dans un délai de 6 mois et qu'aucune coupe rase contiguë ne soit pratiquée dans ce délai dans la même propriété, sous réserve que les surfaces parcourues par ces coupes en un an soient inférieures ou égales aux surfaces maximales de 1 ha
- Catégorie 3 : Coupes de régénération des peuplements de résineux arrivés à maturité avec reconstitution de l'état boisé, dans un délai maximum de 5 ans, sous réserve que les surfaces parcourues par ces coupes en un an soient inférieures ou égales aux surfaces maximales de 1 ha

² Indications prévues au premier alinéa de l'article R. 412-1 : la situation, la nature et la quotité en surface ou en volume de chaque coupe, l'année de décision de coupe et la durée de son exécution ainsi que les travaux de reboisement que le propriétaire s'engage éventuellement à exécuter

- Catégorie 4 : Coupes rases de taillis simple parvenu à maturité respectant l'ensouchement et permettant la production de rejets dans les meilleures conditions ainsi que les coupes préparant une conversion du taillis en taillis-sous-futaie ou futaie feuillue et les coupes d'amélioration en futaie régulière feuillue, sous réserve que leur surface soit inférieure ou égale à un hectare et que la durée de l'intervention soit inférieure à un an.

2-1-3- Délai de validité de l'autorisation de coupe

Conformément aux dispositions du décret n°2006-817 du 12 juillet 2006, postérieur à l'enquête publique, la coupe autorisée pour une année déterminée, par un règlement d'exploitation ou par une autorisation spéciale prévue à l'art. R.412-2, peut être réalisée dans le délai de 5 ans suivant cette année. Cette disposition est inscrite à l'article R.412-5 du code forestier.

2-2- Maintenir les qualités environnementales

Les travaux de recherche et d'exploitation de la ressource en eau destinée à l'alimentation humaine et permis par l'article L 412-2-1 du code forestier devront être réalisés de telle façon que le milieu forestier soit préservé au maximum.

L'entretien et la réhabilitation des réseaux pourront être réalisés de telle façon que le milieu forestier soit préservé au maximum.

Tous les travaux doivent également être envisagés dans le respect des autres réglementations ou législations auxquelles les parcelles concernées peuvent être soumises.

Les concessions existantes en forêt et n'ayant aucune justification au regard de l'objet du classement du massif ne pourront être renouvelées à leur expiration à l'exception des concessions ayant un caractère d'utilité publique et des concessions n'ayant aucun impact physique sur la forêt.

2-2-1- Recommandations pour maintenir les qualités paysagères

A l'intérieur de l'entité « massif de Rambouillet », la mise en souterrain des réseaux (lignes électriques et téléphoniques, canalisations, ...) dans leurs emprises devra être une priorité de tous les services et collectivités concernés. Tout nouveau réseau pourra être enterré dans les emprises de chemins et routes forestières ou des routes publiques. Pour l'exploitation de la ressource en eau, et conformément au décret du 6 octobre 2006, le raccordement entre le forage et le réseau enterré sous la voirie se fera au plus court.

Afin de mettre en valeur le patrimoine inclus dans le périmètre de protection, les opérations d'entretien et de restauration pourront être entreprises à son profit.

Enfin, certaines parcelles ont été proposées au classement compte tenu de leur situation à l'intérieur du massif, parce qu'elles participaient à l'ambiance forestière au sens large. Les zones classées en forêt de protection mais affectées à un autre usage (**de façon limitative : clairière, lande, mares et plans d'eau, près, zones de cultures**) autorisé au moment du classement pourront conserver l'état dans lequel elles étaient au moment du classement. Ces terrains sont mentionnés dans les tableaux parcellaires. Conformément au code forestier (art. L.412-2), ils sont susceptible d'être boisés si leur utilisation cesse.

2-2-1-1- Suivre les grandes lignes des Orientations Régionales Forestières 2000 en matière de paysage :

L'objectif ici est bien le même : assurer le maintien du patrimoine paysager en limitant les modes d'intervention en forêt ayant un impact visuel négatif et en améliorant les sites où il existe des points noirs paysagers. A ce titre, la gestion pratiquée dans les parcs et jardins remarquables inclus dans le périmètre de classement pourra être poursuivie dans le cadre de la forêt de protection. De même, les mesures édictées par la Charte du Parc Naturel Régional de la Haute Vallée de Chevreuse des secteurs paysagers inclus dans le périmètre de classement pourront être pris en compte.

Au niveau des interventions, les gestionnaires et propriétaires devront s'attacher à travailler sur la forme et la taille des unités d'intervention :

- ✓ pour la forme :
 - éviter de leur donner une forme géométrique alors perçue comme un élément artificiel (et donc en contradiction avec le caractère supposé naturel de la forêt),
 - s'appuyer sur toutes les hétérogénéités de la parcelle, les caractéristiques topographiques, les facteurs écologiques et les exigences des espèces,
- ✓ pour la taille : veiller à ce que les unités d'intervention soient compatibles avec l' (ou les) unité(s) visuelle(s).
- ✓ combiner forme et taille (conservation d'îlots) pour obtenir une vue fractionnée.

2-2-1-2- Le principe d'une étude paysagère sommaire

Il est souhaitable que les propriétaires et gestionnaires s'interrogent sur les qualités paysagères de leur patrimoine et sur l'impact de leurs interventions.

Ici sont distingués :

- les **documents d'aménagement** (Aménagement pour les forêts relevant du régime forestier, Plan Simple de Gestion pour les propriétés de plus de 25 ha ou de plus de 10 ha à titre volontaire ou pour les propriétés de plus de 10 ha. gérées conformément à un règlement type de gestion, futur règlement d'exploitation volontaire pour les autres propriétés privées comprises en forêt de protection)
- des **demandes d'autorisation de coupe** (opération ponctuelle, sur une surface et pour un temps déterminés)

- ✓ Pour les documents d'aménagement : la prise en compte de la valeur paysagère sur un territoire et dans le long terme.

Les documents d'aménagement devront prendre en compte la valeur paysagère et édicter des principes en conséquence.

Pour les Plans Simples de Gestion, une analyse sur la totalité de la propriété est recommandée, englobant aussi l'aspect écologique (voir au § suivant, « *l'étude de base minimale pour les PSG* »). Ils devront ainsi présenter une description sommaire des caractéristiques paysagères. Un examen sommaire des mesures paysagères envisagées lors des opérations de régénération est également le bienvenu.

L'étude de base minimale pour les Plans Simples de Gestion

Cette étude sommaire de l'espace est une recommandation des Orientations Régionales Forestières (ORF). L'objectif est d'aller vers une amélioration de la connaissance du milieu naturel, mais les éléments qu'elle répertorie permettent aussi de caractériser le paysage. Elle est définie comme suit dans ce document :

« L'étude de base minimale définirait les écosystèmes présents. Elle aurait notamment comme objectifs de mettre en évidence les conditions physiques permettant l'apparition de milieux originaux et de relever les espaces les plus « écologiquement marginaux », généralement méconnus et négligés dans la gestion courante. Elle utiliserait et compilerait au maximum les informations déjà présentes dans les PSG. Il s'agirait notamment d'inventorier :

- ✓ les pentes fortes ;
- ✓ les milieux aux microclimats très contrastés (fortes amplitudes thermiques, orientations nord ou sud),
- ✓ des milieux aux conditions pédologiques extrêmes : très secs ou très humides, très acides ou très calcaires, très argileux, très caillouteux ou très sableux ;
- ✓ les cours d'eau et les mares, qui, à elles seules, représentent une part souvent non négligeable de la biodiversité forestière ;
- ✓ des trouées et clairières permanentes ;
- ✓ des lisières externes et internes (chemins, layons, ripisylves...) ;
- ✓ des infrastructures linéaires (lignes électriques, aqueducs, gazoducs, voies routières...).

Ces repérages pourraient par exemple être synthétisés au sein d'un document cartographique simple. Cette carte décrirait la diversité spatiale à l'échelle de la forêt et définirait, le cas échéant, les secteurs sensibles demandant un examen floristique et faunistique particulier plus poussé. »

L'analyse demandée pour les propriétés, incluses dans la forêt de protection et faisant l'objet d'un Plan Simple de Gestion, n'irait pas au-delà, en recommandant fortement la représentation sur une carte (sans toutefois l'imposer). La fiche d'impact, à remplir lors du dépôt d'un dossier de demande d'aide à la reconstitution, est donnée en fiche conseil et pourra servir de cadre pour les futurs PSG.

- ✓ Pour les autorisations de coupe : l'incitation à présenter un volet paysager pour prendre conscience de l'impact de la coupe sur le site

Au niveau des autorisations de coupe, il est souhaitable qu'un volet paysager soit présenté (il n'est pas question d'une étude exhaustive). D'ailleurs, ce volet peut parfois se résumer à une phrase en précisant, le cas échéant, que la zone touchée par la coupe ne présente pas d'enjeu paysager !

Un exemple illustratif est fourni au niveau de la fiche conseil « Paysage – principe de base ».

- ✓ Les mesures qui peuvent pallier l'éventuel surcoût que peut entraîner la prise en compte du paysage :

Que ce soit pour un document d'aménagement ou une demande d'autorisation de coupe, l'étude paysagère doit rester simple et peut être ainsi rédigée par une personne n'ayant pas de formation particulière. Le Centre Régional de la Propriété Forestière ainsi que la Chambre d'Agriculture peuvent apporter aide et conseils.

Enfin, il faut signaler que l'amélioration d'un PSG est subventionnable, pour les propriétés de plus de 10 ha et la réalisation des opérations suivantes :

- amélioration de la connaissance des types de peuplement,
- amélioration de la connaissance des stations forestières,
- amélioration de la connaissance des enjeux environnementaux,
- refonte du parcellaire.

Une fiche technique en annexe dresse quelques conseils en matière de gestion paysagère. Si elle peut donner des idées pour atténuer l'impact visuel de la gestion forestière, elle ne constitue en aucune sorte « une recette de cuisine ». Chaque cas est particulier.

2-2-2- Recommandations pour maintenir les qualités écologiques

La gestion, menée en « forêt de protection », prendra en compte la biodiversité.

A ce titre, les mesures édictées au niveau des documents d'objectifs des sites du réseau « Natura 2000 » et des documents de gestion des Réserves Naturelles Volontaires inclus dans le périmètre de classement sont applicables sur ces sites en « forêt de protection ».

Les principales recommandations accompagnent les grandes lignes des Orientations Régionales Forestières 2000 en matière d'environnement : Préserver les caractéristiques écologiques. Ci-dessous sont repris ses trois grands principes.

2-2-2-1- Adopter une sylviculture respectueuse de l'environnement et de la diversité biologique

Les sept points abordés ci-dessous concourent à la conduite d'une gestion durable. S'il n'est pas obligatoire de les suivre, cela est fortement recommandé.

- ✓ La gestion ordinaire en premier lieu. En présence d'éléments rares et remarquables, il pourra être nécessaire de mettre en place localement une gestion adaptée et spécifique ;
- ✓ Vers une diminution de la surface des unités de gestion. Un équilibre est à trouver entre des unités de petite taille permettant une gestion plus fine et de plus grandes unités allégeant les contraintes de gestion et d'exploitation. De plus, il est rappelé que les surfaces éligibles pour les aides aux reboisements sont supérieures à 4 ha dans la majorité des cas ;
- ✓ L'utilisation préférentielle des essences les mieux adaptées aux conditions du milieu (avec une introduction mesurée des essences exotiques plus productives). Dans ce choix des essences, le catalogue des stations du Pays d'Yveline sera un outil technique utile, au service des propriétaires et gestionnaires, leur permettant d'opter pour les essences qui ont le meilleur potentiel de production dans chacune des stations en place dans leur propriété;
- ✓ La préférence à la régénération naturelle, quand cela est possible. On étudiera à chaque fois son intérêt et sa faisabilité avant d'envisager une plantation ou une substitution d'essences. De plus on tolérera les trouées ;
- ✓ Le mélange des essences, en particulier dans le sous-étage, pour conserver, voire augmenter, la diversité d'essences au sein du massif ;
- ✓ La juxtaposition de parcelles à des stades différents et des structures forestières variées ;
- ✓ L'entretien des peuplements.

En résumé, la sylviculture doit être adaptée pour favoriser la biodiversité, notamment en portant attention au mélange d'essences et au comportement des essences en station. Le massif bénéficiera d'une sylviculture dynamique pour qu'un maximum de lumière arrive au niveau du sol.

2-2-2-2- Veiller au respect de la nature lors des travaux

L'objectif général est de mettre en place un code de bonne conduite. Ce principe s'accorde avec les différents systèmes d'écocertification qui existent en matière de gestion forestière (notamment le PEFC : [Programme de reconnaissance des certifications forestières], qui se met en place dans la région Ile-de-France et la « démarche qualité » pour l'ONF, à l'échelle nationale). Les propriétaires et gestionnaires s'attacheront à certifier la gestion durable de leurs propriétés incluses dans la forêt de protection. Ci-dessous sont déclinés les différents types de travaux et la conduite à tenir pour chacun d'eux.

- ✓ Pour l'exploitation des bois (recommandation M³ : « Des techniques durables d'exploitation du bois »). Il est recommandé d'établir au besoin une liste des clauses particulières qui planifiera les travaux dans le temps et dans l'espace en fonction des caractéristiques de la parcelle ;

³ Les recommandations citées font partie de celles définies lors de la conférence inter-ministérielle de Lisbonne (1998) : elles constituent un référentiel de certification.

- ✓ Pour les produits phytosanitaires. Il est recommandé de n'utiliser, de façon raisonnée, que des produits homologués par le Ministère chargé de la forêt ;
- ✓ Pour les travaux des sols et les drainages. Ils devront être pratiqués avec les plus grandes précautions. Il est conseillé d'exclure le drainage dans les zones d'intérêt écologique, si celui-ci risque d'en altérer la qualité ;
- ✓ Pour la création d'équipements (recommandation F : « Des infrastructures bien raisonnées, adaptées aux enjeux et respectueuses de l'environnement »). Les zones d'intérêt écologique seront prises en compte.

Une fiche conseil sylvicole en annexe dresse quelques conseils pour mener ces travaux tout en respectant le milieu.

2-2-2-3- Créer des conditions favorables à la faune et à la flore

Il est recommandé :

- ✓ de conserver, disséminés dans les peuplements forestiers, quelques arbres sénescents ou morts, de qualité très secondaire, sans valeur économique et de diverses espèces, tout en prenant garde à la sécurité du public et à la qualité sanitaire du peuplement ;
- ✓ de créer des îlots de vieillissement ;
- ✓ de conserver des espaces ouverts en forêt, soit temporaires, soit improductifs (landes, tourbières, marécages) ;
- ✓ d'apporter une attention particulière aux espaces marginaux, en évitant par exemple leurs boisements ;
- ✓ d'apporter une attention particulière aux lisières.

2-2-3- Recommandations pour la gestion spéciale de certains milieux ouverts

Maintenir des espaces ouverts peut s'avérer important pour conserver la richesse écologique de certains milieux naturels.

Ces espaces, inclus dans le massif ou à la marge, répondent à la définition de la « destination forestière » de la parcelle, non pas en tant qu'espace de production mais en tant qu'espace de maintien de la biodiversité forestière ou espace de gestion cynégétique (prairie / culture à gibier).

En forêt publique, le gestionnaire, avec les conseils du comité scientifique des Réserves Biologiques Domaniales, prendra les mesures techniques adéquates pour assurer le maintien de ces milieux ou leur restauration. L'aménagement forestier de la forêt domaniale définit ces espaces particuliers.

De façon plus générale, les espaces ouverts à la date du classement pourront le demeurer. Ces espaces sont notifiés dans le tableau parcellaire du dossier de l'enquête publique. Les zones humides, notamment les mares, plans d'eau et marais tourbeux, ont vocation à rester ou à redevenir des espaces ouverts, même si cela n'est pas indiqué explicitement dans le tableau parcellaire. Il en est de même pour les fonds de vallon situés dans le périmètre du Parc Naturel Régional de la Haute Vallée de Chevreuse, en conformité avec la charte du PNR.

Dans le cadre de l'article R* 412-13 du code forestier, le pâturage, à des fins paysagères ou écologiques, dans des zones boisées défensables, pourra être pratiqué.

2-3- Tendre vers un équilibre agro-sylvo-cynégétique par la gestion cynégétique

2-3-1- La nécessité d'une gestion cynégétique au sein de la forêt de protection ...

2-3-1-1- ... pour atteindre un équilibre entre la faune et la flore

Pour illustrer l'importance de cet équilibre, raisonnons par l'absurde. Une non-gestion de la faune a pour conséquence :

- une explosion des différentes populations (sangliers, chevreuils et cerfs) entraînant une forte pression sur le milieu naturel : dégâts sur les cultures, sur la flore « naturelle » dont la régénération naturelle ou artificielle de la forêt. L'augmentation de ces dégâts implique l'augmentation des coûts de protection (que ce soit en agriculture ou en sylviculture). Elle a donc une répercussion économique sur ces deux activités et met en péril une gestion durable de la forêt.

- La situation peut devenir critique et se faire ressentir sur la santé des animaux : la capacité d'accueil du milieu est saturée, celui-ci n'offre plus une nourriture en quantité suffisante et une qualité satisfaisante.

- Cette malnutrition affaiblit les populations qui peuvent alors être d'autant plus sujettes aux maladies. Les épizooties arrivent à décimer une population. Le refus de la chasse peut donc nuire au maintien de la grande faune dans la forêt.

Cette gestion cynégétique est donc nécessaire autant pour une gestion durable de la forêt que pour le maintien d'une bonne santé des populations animales.

2-3-1-2- ... pour atteindre un équilibre entre la faune et les activités humaines

D'une part, la faune interfère avec deux activités humaines :

- la sylviculture : l'équilibre faune / flore permet une régénération de la forêt dans de bonnes conditions,

- l'agriculture : l'équilibre faune / flore permet la cohabitation spatiale des champs et de la forêt, caractéristique du paysage ramboliteau.

D'autre part, la présence de la faune a des conséquences sur la sécurité routière : une augmentation non contrôlée des populations de grands gibiers entraîne un risque accru de collisions qui parfois peuvent être mortelles.

Afin de maintenir un équilibre nécessaire entre la faune et la flore, comme avec les activités humaines (transport routier, agriculture et sylviculture), il est fait appel à la chasse. En effet, la grande faune n'a plus de prédateurs naturels. La chasse reste donc le seul moyen susceptible d'assurer la gestion rationnelle des populations de grands animaux.

2-3-1-3- ... pour permettre une gestion des propriétés privées

La location de la chasse constitue un revenu pour les propriétaires forestiers, revenu réinvesti dans la gestion forestière par la suite. Certaines propriétés privées incluses dans le massif ont des stations forestières médiocres ; la production forestière qui en résulte ne permet pas, parfois, de couvrir les frais de réinvestissement forestier. Le revenu complémentaire apporté par la location de la chasse n'est ainsi pas négligeable pour ces propriétaires et assure le maintien de la gestion de leur propriété.

2-3-1-4- ... pour maintenir une chasse aux racines historiques

Les nombreux carrefours en étoile témoignent des chasses royales. La chasse à courre est associée fortement au massif de Rambouillet et se perpétue encore actuellement, avec un succès grandissant qui nécessite une réglementation ou, du moins, une organisation pour faire face au débordement des suiveurs (ce problème est abordé dans la partie « accueil du public en forêt de protection »). La chasse à courre a donc un aspect touristique non négligeable.

Au vu de cette importance, le classement en forêt de protection ne modifie pas l'exercice de la vénerie, de la chasse à tir et au vol dans le cadre de la législation et des règlements en vigueur.

La pratique de la chasse et la détermination des jours de chasse relèvent des dispositions du code de l'environnement (pour les articles législatifs) et du code rural (pour les articles réglementaires).

Cependant, en forêt domaniale, afin de concilier l'accueil du public avec les obligations de gestion, la pratique de la chasse à tir s'exerce hors des jours de fréquentation maximale du public (cf. le § « l'accueil du public en forêt de protection »).

2-3-2- Recommandations pour la recherche d'un équilibre agro-sylvo-cynégétique optimum

La chasse sur le massif de Rambouillet se doit d'être une chasse exemplaire, aussi bien en matière de sécurité (cf. le § « l'accueil du public en forêt de protection »), qu'en matière de gestion cynégétique.

Atteindre un équilibre agro-sylvo-cynégétique nécessite le respect de quatre conditions :

- une bonne connaissance quantitative (taille) et qualitative (santé) des populations [cervidés et sangliers],
- la détermination de la pression que peut supporter l'espace forestier avant d'atteindre des dégradations,
- après avoir recoupé les deux informations sus-citées, la détermination et la réalisation d'un plan de chasse adéquat,
- ainsi qu'une bonne répartition des populations dans l'espace (pour éviter, autant que possible, les concentrations sur une zone).

2-3-2-1- Améliorer la connaissance des populations

A l'échelle régionale, une base de données sur les grands ongulés est construite en ce sens (partenariat entre la DRIAF, la DIREN, la DREIF, l'ONCFS, le Conseil Régional de la chasse d'Ile de France et l'IAURIF).

Les informations à récolter sont de plusieurs natures :

- une approche de la densité des populations peut être faite par différentes opérations de dénombrements : les comptages (exhaustifs pour la population de Cerf), les méthodes indiciaires (comme l'indice kilométrique pour la population de chevreuil) en font partie.

La comptabilité des collisions occurrence vient en complément : à ce sujet, les mairies sont invitées à envoyer les constats systématiquement à l'ONF ou à la fédération des chasseurs.

- La composition et la santé de la population sont appréciées, notamment grâce aux expositions de trophées. L'élément le plus important à récolter est la mâchoire de l'animal tué.

Il faut fortement recommander aux chasseurs la présentation de la mâchoire, par l'intermédiaire de la Fédération Interdépartementale des Chasseurs de l'Essonne, du Val-d'Oise et des Yvelines (FICEVY). L'analyse des tableaux de chasse est également source d'informations à ne pas négliger : il est recommandé que chaque président de chasse fasse systématiquement un examen du tableau de chasse, à l'issue de celle-ci.

Une fois l'effectif et la répartition sexe / âge connus, il faut relier ces données au milieu de vie de la population considérée.

- Ainsi, il est important de connaître la densité de population que le milieu peut supporter : un milieu peut supporter 10 cerfs aux 100 ha tandis qu'un autre subira des dégradations dès 4 cerfs aux 100 ha. Les indices sur la flore, permettent d'apprécier cela pour les populations de chevreuils. Ces indices ne sont, par contre, pas encore validés pour indiquer la pression des cerfs, ce qui complique l'analyse des indices floristiques pour le chevreuil puisque les deux populations sont présentes sur le massif... Un ensemble de bio indicateurs permet d'obtenir tout de même des renseignements.

Les études doivent être menées aussi bien dans le domaine public qu'au sein des propriétés privées, en associant tous les acteurs concernés par l'exercice de la chasse (gardes privés mais aussi gardes de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage et techniciens de la FICEVY).

2-3-2-2- Réguler les populations par l'application du plan de chasse

L'outil essentiel reste le plan de chasse, quantitatif et qualitatif. Celui-ci sera d'autant mieux adapté que les connaissances sur les populations seront étendues.

2-3-2-3- Résoudre le problème de circulation des populations de grands gibiers à l'intérieur du massif

Une évolution observée est l'augmentation du cloisonnement du massif forestier. Ce phénomène entraîne la formation de nouveaux obstacles à la circulation du grand gibier au sein de son territoire, et mène au cloisonnement des populations. Ces obstacles sont essentiellement constitués par les clôtures et infrastructures.

➤ Les clôtures entourant les propriétés privées doivent être franchissables:

Il faut bien distinguer ces clôtures, qui marquent la frontière entre les différentes propriétés (et notamment la frontière avec le domaine privé de l'Etat) et qui ont donc un caractère permanent, des clôtures temporaires à vocation sylvicole, installées pour la protection des jeunes semis ou plants face à la dent du gibier. Ces dernières doivent nécessairement être imperméables au gibier pour remplir leur fonction de protection. Il faudra, cependant, bien songer à les retirer une fois leur fonction remplie.

La clôture permanente a pour objectif principal de limiter la fréquentation des propriétés privées. Son implantation n'est pas remise en cause mais, pour faciliter, voire rétablir, la circulation des grands animaux, les deux règles suivantes pourront être suivies lors du remplacement ou de la création de nouvelles clôtures :

- les clôtures et grillages ne devront pas dépasser une norme de hauteur fixée à 1,50 mètre,
- leur surélévation de 20 cm par rapport au sol est de rigueur,
- ces clôtures devront être **simples**.

Cette recommandation ne s'applique pas aux clôtures dont le but est d'empêcher le passage des animaux, comme ce peut être le cas en bordure de zones urbaines ou autour de l'hippodrome de Rambouillet. Cette recommandation ne s'applique pas non plus sur les terrains militaires inclus dans la forêt de protection, ces zones devant, pour des raisons de sécurité, disposer de clôtures totalement imperméables à la circulation des personnes.

Un retrait de la clôture de 5 mètres par rapport aux chemins, routes et fossés, peut être conseillé, notamment à des fins paysagères : ce retrait évite les effets de couloir et améliore l'intégration des clôtures. A ce titre, mentionnons que le Parc Naturel Régional étudie la possibilité de subventionner, dans le cadre de conventions avec les propriétaires intéressés, les créations ou renouvellements de clôtures qui seraient édifiées en retrait suffisant par rapport aux limites de propriété, lorsque celles-ci longent un chemin balisé ou une voie de circulation.

Cependant, il faut être conscient que, dans certaines zones, cet espace ainsi libéré peut favoriser le dépôt illicite d'ordures et la création de places de parking sauvage. De plus, la responsabilité civile du propriétaire sur la bande non clôturée est toujours effective⁴.

L'usage du barbelé en haut de la clôture est déconseillé.
Des clôtures électriques pourront être utilisées.

A titre d'information, les clôtures sont soumises à déclaration au titre de l'article L 441-2 du code de l'urbanisme⁵.

- Les infrastructures de grande envergure ne doivent pas scinder les territoires :

Au niveau des infrastructures, la RN 12, la RN 10 et l'autoroute A10 constituent des obstacles importants : il faudrait construire des passages à gibier pour stopper l'isolement des populations de cervidés de part et d'autre de ces routes. L'implantation de ces passages ira de pair avec une amélioration de la sécurité routière. Pour qu'ils soient efficaces, c'est à dire empruntés par les grands mammifères, ces ouvrages doivent être larges, placés de façon fonctionnelle aux endroits de passage habituel à gibier et de préférence supérieurs. Ainsi ils rétabliront des couloirs de passages entre les massifs.

Pour l'implantation de ces passages, la DDE pourra s'aider de la base de données sur les grands ongulés sur l'Ile de France.

⁴ Cette responsabilité résulte de l'article 1384 du code civil : "On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre ou des choses que l'on a sous sa garde (...)"

⁵ Article L441-2 du code de l'urbanisme :

« Dans les parties du territoire ou zones visées à l'article L 441-1 (notamment dans les communes dotées d'un plan d'occupation des sols rendu public ou d'un plan local d'urbanisme approuvé), l'édification des clôtures est subordonnée à une déclaration préalable dans les conditions prévues à l'article L 422-2.

Toutefois, l'édification des clôtures habituellement nécessaires à l'activité agricole ou forestière n'est pas soumise à la déclaration prévue à l'alinéa 1^{er} du présent article. »

2-4- « Accueillir sans attirer » : principe de l'accueil du public

2-4-1- Comment est envisagé l'accueil en forêt de protection ?

Tout d'abord, il faut distinguer les forêts qui sont « ouvertes au public » de celles qui lui sont « interdites » :

- les **forêts ouvertes sont constituées par les forêts domaniales** (exceptées les zones où la fréquentation est interdite, qui sont stipulées explicitement [ex : la zone ministérielle vers le Haut Planet] et les **forêts des collectivités** [département]. Les propriétaires privés peuvent aussi ouvrir volontairement leur forêt par le moyen d'une convention, passée avec les collectivités par exemple. Enfin, certains chemins ruraux, donc ouverts au public sauf arrêté municipal le contre indiquant, traversent des forêts de particuliers.

Toutes ces forêts ont donc une fonction d'accueil. Mais cet accueil ne doit pas aller à l'encontre de la vocation de la forêt de protection. A titre d'exemple, la fréquentation des milieux écologiques remarquables mais fragiles, présents dans le massif domanial, n'est pas à souhaiter, afin d'éviter leur dégradation. Ainsi le principe d'accueil en « forêt de protection » dans les zones ouvertes au public, est « Accueillir sans attirer ». L'objectif est la maîtrise de la fréquentation.

- **toutes les autres forêts appartenant à des particuliers ne sont, de fait, pas ouvertes au public** (ceci dérive de l'article 544 du code civil, « *La propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements.* »). Cette fréquentation non souhaitée est d'autant plus subie qu'elle s'accompagne généralement de dégradations, volontaires ou non.

Dans ces forêts, il faut éviter au maximum la fréquentation, par exemple en évitant le transfert des personnes empruntant un chemin rural, qui traverse une propriété privée, vers les parcelles de cette dernière.

2-4-2- Recommandations d'accueil en forêts ouvertes au public : « Accueillir sans attirer »

2-4-2-1- Des recommandations sur la circulation

➤ Les lieux de la circulation

De façon générale, le principe est de canaliser les flux de fréquentation sur les chemins (chemins ruraux, routes forestières) en évitant l'accès aux sous-bois, c'est à dire la pénétration à l'intérieur des parcelles.

Pour améliorer la circulation douce, les gestionnaires ou/et les propriétaires des chemins (les communes dans le cas des chemins communaux ou ruraux) devront s'attacher au respect de l'entretien de ces chemins en relation avec les dégâts qui peuvent être occasionnés par les engins d'exploitation (création d'ornières qui amène parfois les promeneurs à pénétrer dans les parcelles plus praticables et qui diminue le confort des randonneurs).

➤ Les périodes de la circulation

Pourront être interdits en forêt de protection tout rassemblement pouvant porter préjudice au milieu forestier (aussi bien à la flore qu'à la faune qu'il abrite) et atteinte au bien-être des usagers de la forêt.

On veillera à proscrire en particulier les rassemblements bruyants, tels les « Rave parties ».

➤ La circulation des différents usagers (randonneurs / promeneurs, cyclistes, cavaliers)

La priorité est donnée au piéton. Tous les autres usagers doivent rester maîtres :

- de leur vitesse (automobilistes, cyclistes, cavaliers),
- de leur monture (cavaliers),
- de leur activité (chasseurs).

Cependant, la spécialisation des chemins pour une activité particulière n'est pas préconisée et doit même être évitée : cantonner les cyclistes et cavaliers à certains itinéraires risquerait de conduire à la détérioration des chemins concernés. La taille du massif domanial permet la diffusion de toutes les activités dans le massif.

Par contre, il est rappelé qu'en application de l'article R. 331-3 du code forestier⁶, les cavaliers ne doivent pas pénétrer dans les sous-bois.

Ce principe pourra être élargi aux cyclistes : toute pénétration dans les sous bois leur est interdite, excepté sur les bandes cyclables créées par l'ONF, dont l'itinéraire traverse certaines parcelles (elles sont repérées sur la carte en Annexe n°9). L'accès leur est permis, sur tous les chemins séparant les parcelles, ainsi que, sur le territoire du PNR, sur les sections de chemin qui pourraient être créées ou aménagées, dans le cadre d'un schéma raisonné de liaisons douces :

- soit en périphérie de parcelles le long ou à proximité d'axes routiers ;
- soit pour permettre une continuité de liaisons ;

à condition que leur largeur soit supérieure ou égale à 2,5 mètres en cas de création, et à 2 mètres minimum en cas d'aménagement sur des emprises existantes. La pénétration sur les sentiers en deçà de cette largeur pourra être considérée comme une atteinte à la conservation de la forêt.

Le réseau de chemins de randonnée balisés (GR et chemins bleu et blanc du PNR) est globalement satisfaisant en ce qui concerne les randonneurs pédestres. En revanche, un effort reste à faire en matière de liaisons douces (piétons-cyclistes), notamment dans le Parc Naturel Régional, pour offrir un panel d'itinéraires adapté aux différents types de randonneurs, qu'ils soient inexpérimentés ou aguerris. L'élaboration de guides topos destinés aux randonneurs chevronnés est à encourager.

Enfin, les usagers, se promenant avec leur chien, ne doivent pas les laisser divaguer⁷ afin d'éviter la perturbation de la faune.

Il est rappelé que, conformément à l'article L 211-22 du code rural, le maire de chaque commune « peut ordonner que les animaux soient tenus en laisse et que les chiens soient muselés ». Cet article stipule également que « les propriétaires, locataires, fermiers ou métayers peuvent saisir ou faire saisir par un agent de la force publique, dans les propriétés dont ils ont l'usage, les chiens et les chats que leurs maîtres laissent divaguer. Les animaux saisis sont conduits à la fourrière. »

➤ L'accès et le stationnement sur les lieux de fréquentation

(Au titre de l'article R*412-16 du code forestier): Des places de stationnement aménagées sont disponibles dans la forêt domaniale. La situation est jugée satisfaisante : le stationnement n'est permis qu'à ces endroits préexistants.

⁶ « Les détenteurs de **véhicules**, bestiaux, animaux de charge ou de **monture** qui sont trouvés **dans les forêts hors des routes et chemins ouverts à la circulation publique**, encourrent l'amende prévue pour les contraventions de la troisième classe, sans préjudice de l'application des dispositions réprimant les infractions de pâturage en forêts et de tous dommages-intérêts. » Art. R 331-3 du code forestier.

⁷ La notion de divagation est définie par l'article L211-23 du code rural : « Est considéré comme en état de divagation tout chien qui, en dehors d'une action de chasse ou de la garde d'un troupeau, n'est plus sous la surveillance effective de son maître, se trouve hors de portée de voix de celui-ci ou de tout instrument sonore permettant son rappel ou qui est éloigné de son propriétaire ou de la personne qui en est responsable d'une distance dépassant cent mètres. Tout chien abandonné, livré à son seul instinct, est en état de divagation. »

Quant à la circulation, la tendance à « compliquer » le transit dans la forêt par un système de route en cul de sac, aboutissant à un parking sera confortée : les routes forestières traversant le massif ne doivent pas constituer des routes de transit entre la RN 12 et la RN 10, d'une part et entre la RN 10 et l'A 10, d'autre part.

➤ La circulation des véhicules motorisés

La circulation des véhicules motorisés et des motocross est interdite en forêt de protection, conformément à l'article R 412-16 du code forestier.

Pour les véhicules utilisés pour la gestion ou l'exploitation, faisant donc exception à la règle précédente, le poids et la puissance de ces engins doivent être, dans la mesure du possible, adapté à la portance des sols.

2-4-2-2- Des recommandations sur les usages

Les usages concernés sont seulement ceux qui sont susceptibles de constituer des sources de conflits.

➤ La cueillette

Toute cueillette à des fins commerciales, sans autorisation de la part du propriétaire ou du gestionnaire, est interdite en forêt de protection. Il est rappelé que :

- la cueillette en forêt privée est une atteinte à la propriété privée,
- la cueillette en forêt ouverte au public n'est que tolérée par le service gestionnaire (ONF).

S'il le juge nécessaire, il pourra appliquer strictement les dispositions des articles Art. R 331-1⁸ et R 331-2⁹ du code forestier.

➤ La chasse

La chasse en tant qu'activité de loisir

Il est fortement conseillé de privilégier, comme moyen de sélection lors de l'attribution des lots, les qualités de gestionnaire cynégétique et/ou le mode de chasse du candidat par rapport à ses facultés financières.

Les suiveurs de chasse à courre doivent respecter la réglementation en vigueur.

Chasse et fréquentation

Comment concilier chasse et accueil du public ? Un équilibre et un respect mutuel entre les différentes activités doivent être conservés.

⁸ « Toute extraction ou enlèvement non autorisé de pierres, sable, minerai, terre ou gazon, tourbe, bruyère, genêts, herbes, feuilles vertes ou mortes, engrais existant sur le sol des forêts est puni d'une amende proportionnelle au volume de matériaux extraits ou enlevés. L'amende maximum encourue par mètre cube extrait est égale au 1/100 du maximum de l'amende prévue pour les contraventions de la 5e classe. Le montant total de l'amende ne peut toutefois dépasser le montant maximum prévu pour les contraventions de la 5e classe. »

⁹ « Tout enlèvement non autorisé de champignons, glands, faines et autres fruits et semences des bois et forêts est puni d'une amende proportionnelle au volume de produits extraits ou enlevés. L'amende maximum encourue par litre enlevé est égale au 1/200 du maximum de l'amende prévue pour les contraventions de la 5e classe. Le montant total de l'amende ne peut toutefois dépasser le montant maximum prévu pour les contraventions de la 5e classe. »

Ainsi, la chasse sur le massif de Rambouillet se doit d'être une chasse exemplaire, en matière de sécurité :

- Un effort doit être porté sur la signalétique pour indiquer le territoire de chasse aux promeneurs, au moment de l'activité. Des panneaux indiquant une mention de ce type « Zone de chasse à tir [nature de la chasse], pour votre sécurité, veuillez ne pas pénétrer » doivent être placés à l'entrée de tous les chemins publics.
- Dans les forêts ouvertes au public, décaler, dans le temps, les périodes de fortes fréquentations (les week-end) et la chasse permet la coexistence des deux activités. Ainsi la chasse à tir (en période de chasse) pratiquée un jour par semaine dans la forêt domaniale se répartit : le lundi à l'ouest de la RN 10 et le vendredi à l'est de la RN 10. Les gestionnaires de la forêt publique s'attacheront à garder cette répartition.

Quant à la chasse à courre, pratiquée tous les mardis et samedis durant sa période d'ouverture, elle pourra continuer à s'exercer telle quelle : sa pratique le samedi fait partie de la culture locale et n'occasionne pas de problèmes de sécurité.

2-4-3- Améliorer et créer des zones de silence

2-4-3-1- Productions actuelles de nuisances sonores

Plusieurs facteurs constituent des nuisances sonores perturbant la quiétude que vient rechercher le public au sein de la forêt de Rambouillet :

- la circulation des véhicules motorisés « terrestres » (automobiles, moto, 4x4) sur les routes départementales (la vitesse augmentant l'intensité du bruit produit) ;
- le survol des avions de tourisme, avions de voltige, et hélicoptères ;
- les manœuvres militaires sur le camp de Poigny et l'activité de loisir du Ball Trap (+stand de Tir à la Butte d'Haumont de Bullion) génèrent des bruits de détonations même le week-end, au moment de la forte fréquentation.

2-4-3-2- Aller vers une baisse de ces nuisances

... pour la circulation des véhicules :

- des actions visant à abaisser la vitesse des véhicules, tant sur les routes départementales que les routes communales, seront à encourager,
- pourront être interdites à la circulation, toutes les voiries classées ou pénétrant en forêt de protection sauf pour les ayants-droits (propriétaires et gestionnaires, exploitants forestiers et riverains).

Les communes sont incitées à prendre les arrêtés nécessaires afin de limiter la circulation aux ayants-droits sur les chemins ruraux situés dans le massif forestier classé en forêt de protection. Cette interdiction de circulation est matérialisée par un panneau réglementaire d'interdiction à tous véhicules accompagnés de la mention « sauf ayants-droits » et des références de l'arrêté municipal.

Les propriétaires sont responsables des autorisations éventuelles qu'ils seront amenés à accorder pour permettre l'accès de leur propriété aux exploitants, aux entrepreneurs de travaux forestiers, chasseurs...

... pour le survol du massif : il sera suggéré aux aérodromes proches du massif de ne pas survoler la forêt de Rambouillet. Une information spécifique y sera effectuée. On profitera notamment de la Commission départementale de nuisances.

2-4-4- Favoriser une information et une sensibilisation des usagers

L'information du public est un gage de préservation du massif.

2-4-4-1- Nature de l'information

Cette information vise à la fois

- à pallier l'ignorance des usagers sur le régime de propriété des forêts françaises, (le « grand public » pense souvent que toute forêt est publique, d'où leur pénétration, sans connaissance de cause, dans les forêts non ouvertes au public),
- à les informer sur la forêt de protection et les dispositions prises dans cette présente notice.

Elle sera du ressort :

- de l'administration,
- des collectivités,
- du syndicat des propriétaires forestiers,
- du PNR et
- de l'ONF.

2-4-4-2- La signalétique...

La signalisation (destinée aux automobilistes) et la signalétique (destinée aux piétons, cavaliers et cyclistes) doivent être assez sobres et discrètes.

... de la forêt privée, à l'intérieur de la forêt de protection :

Les panneaux « propriété privée » sont peu efficaces. Une gestion spécifique des bordures de chemins (par exemple, favoriser le développement des ronciers, limitant la pénétration mais conservant l'aspect « naturel » du milieu) peut créer un effet dissuasif.

Une fiche « conseil » sur les clôtures marquant la propriété est proposée en annexe (Fiche Conseil n°5). Rappelons que, pour améliorer la circulation du gibier, la hauteur maximum de ces clôtures a été fixée à 1,50 mètre (cf. page 28, Prescription n°8).

...des principes adoptés pour la forêt de protection :

Pour canaliser le public sur les chemins et éviter sa pénétration sur les parcelles, un panneau formulé ainsi :

<p>« Forêt de protection, pour protéger son sous-bois, restons sur les chemins »</p> <p>décret n° X</p>

pourra être un moyen d'information, qui conviendrait à la fois pour la forêt publique et la forêt privée.

...sur les routes traversant la forêt de protection : inciter les usagers à rouler prudemment

Des panneaux, financés par le Conseil Général et informant de la traversée éventuelle de grands animaux, ont été implantés aux entrées du massif et ont montré leur efficacité. On continuera dans cet esprit.

Des opérations ponctuelles menées avec la gendarmerie consistant à arrêter les automobilistes, tout au long d'une soirée, pour les informer du danger et distribuer des dépliants informatifs, sera aussi un moyen de sensibilisation.

2-4-4-3- L'éducation, la sensibilisation

Pour éviter les dégradations et inciter au respect de la nature et de la propriété d'autrui, une sensibilisation auprès du public est à rechercher. Il faut inciter notamment le public à ramasser ses déchets chez lui.

Pour améliorer les relations entre usagers de la forêt, et notamment les relations entre « grand public » et chasseurs, et les relations entre « grand public » et gestionnaire de la forêt, un travail d'information doit être continué pour expliquer l'importance de leur fonction dans la gestion de la faune et de la flore.

Enfin, il faut conforter la mission éducative amorcée par l'opération « A l'école de la forêt ».

2-4-4-4- Les équipements d'accueil du public (rappel des ORF)

Ils doivent être légers et bien intégrés, se gardant de rappeler le contexte urbain et d'en prolonger les effets, tant dans leur présentation que dans leur fonction (ex : suppressions des poubelles)

Le schéma type d'aménagement pour l'accueil du public s'organise autour des éléments suivant :

- ✓ Une route d'accès et un parking (en périphérie du massif), dont la capacité régle l'accueil ;
- ✓ Une aire d'accueil plus ou moins équipée (ex : simple demi-lune en bout de chemin forestier) ;
- ✓ Un emploi préférentiel d'écomatériaux, une diminution de l'emploi de matériau comme le béton ou le macadam avec restauration du caractère historique des routes et chemins ;
- ✓ Un réseau de cheminements piétons, cyclable, équestre (non spécialisés) qui permettent de canaliser le public tout en lui offrant un contact intime avec la forêt.

Les fiches conseils

Cinq fiches conseils sont présentées :

Fiche conseil n°1 : Le paysage, principe de base.....	25
Fiche conseil n°2 : Modèle d'analyse paysagère possible dans le cadre d'une demande d'autorisation de coupe	29
Fiche conseil n°3 : Modèle d'étude sommaire à produire dans les plans simples de gestion ..	31
Fiche conseil n°4 : Quelques conseils en matière de techniques sylvicoles	35
Fiche conseil n°5 : Présentation d'une clôture de propriété, adaptée à la circulation des animaux	36

Fiche conseil n°1 : Le paysage, principe de base

L'objectif de cette fiche est d'explicitier les principes de bases énoncés dans la notice, en listant les principaux critères de qualité d'un paysage (qu'est-ce qui fait que la beauté de certains endroits est reconnue unanimement ?) et en donnant des pistes de réflexions aux propriétaires. Elle n'a valeur que de conseil.

L'attention au paysage ne s'impose pas partout au même degré, elle dépend :

- ✓ de la **visibilité** de ce paysage. Cette visibilité peut être **externe** (depuis une localité, un panorama, une route, un site touristique ...) ou **interne**, à partir des voies d'accès (chemins ou routes forestières);
- ✓ de la **fréquentation** qui reste importante dans une forêt périurbaine comme Rambouillet mais est différentiel selon l'accès du site qui constitue le paysage.
Ces deux facteurs déterminent la sensibilité du lieu face à l'impact des actions du sylviculteur.

Les principaux critères de qualité d'un paysage

Bien que l'appréciation d'un paysage reste subjective, la qualité principale reconnue pour un paysage forestier, surtout dans un contexte périurbain, est son apparence "naturelle" (c'est à dire, représentant un cadre où l'action de l'homme est peu visible). Ceci se traduit par :

- des formes douces, plus ou moins courbes,
- la présence d'une diversité (de couleur de feuillage, de densité des peuplements, de strates et de visibilité dans le sous-bois, d'essences ...).

Dans des cas particuliers, "l'esprit du lieu" peut aussi résider du contact de la forêt :

- avec des vestiges d'un riche passé historique,
- ou un site naturel exceptionnel.

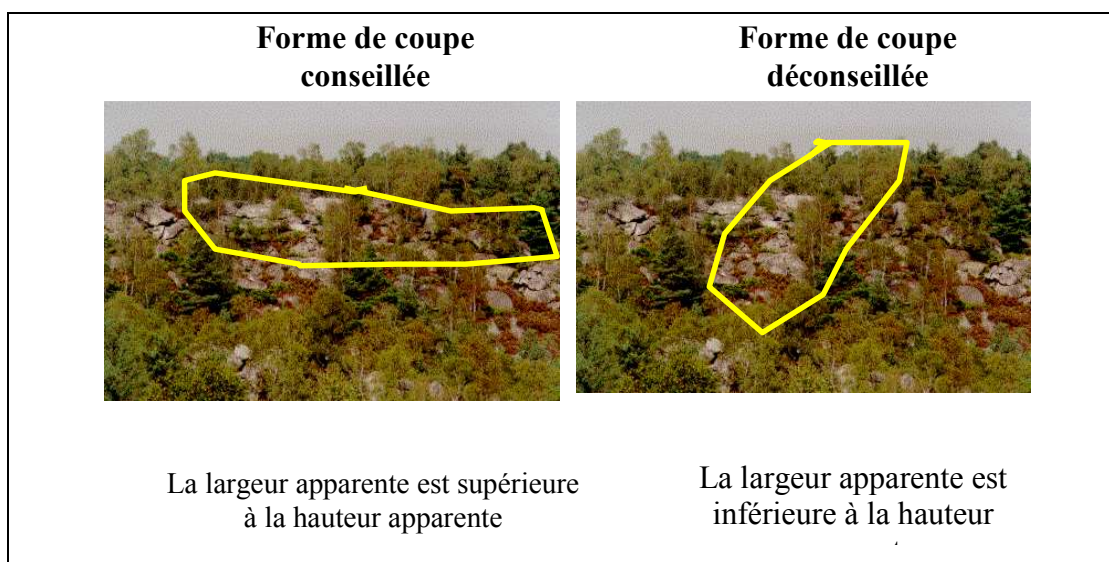
Chaque intervention du forestier a une incidence sur le paysage qu'il faut maîtriser. Les coupes, surtout celles de régénération (coupe rase mais aussi coupe définitive), sont à priori les opérations les plus voyantes et celles qui demandent le plus d'efforts pour obtenir un bon impact. La principale cause de rejet du public face à une coupe est l'aspect artificiel qu'elle peut revêtir. **La forme d'une unité d'intervention a généralement une importance visuelle beaucoup plus grande que sa superficie.**

La forme des coupes

Les **unités visuelles**, notamment lorsqu'elles sont perceptibles à distance, devraient adopter des **formes inspirées par les lignes du relief** pour « dénoter » au minimum dans le paysage. Dans le massif de Rambouillet, le paysage a globalement un caractère horizontal dominant. Toutes les lignes ou les formes qui ne respectent pas ce caractère horizontal provoquent des contrastes visuels risquant de choquer le public.

Ainsi, **les limites des zones d'intervention s'inspireront des lignes qui dessinent le paysage plutôt que des seules limites des parcelles : les limites non régulières sont à favoriser.**

La « largeur apparente » de la zone d'intervention doit être généralement supérieure à sa « hauteur apparente » (différence d'altitude entre le haut et le bas de la zone).



La superficie des coupes et leur répartition spatiale et temporelle

Il est conseillé de :

- travailler sur des unités de gestion de dimensions moyennes, de l'ordre de 3 à 10 ha dans les grandes propriétés, et en fonction de la structure de la propriété dans les autres ;

Pour les parcelles de plus d'un hectare, on cherchera à prévoir les superficies des zones d'intervention en rapport avec l'échelle visuelle du paysage : elles sont de préférence réduites lorsqu'elles sont perceptibles de près (routes importantes, voie ferrée, habitat, zones à forte fréquentation) afin d'éviter l'impression de grandes surfaces « dénudées ». S'il y a absence d'éléments de référence au premier plan, ces superficies ont tendance à être exagérées par les observateurs. **En revanche, les zones d'intervention éloignées des principaux points de vision privilégiés peuvent avoir des superficies plus importantes afin d'éviter notamment de provoquer un effet de mitage visuel de l'espace.**

Par ailleurs, les gestionnaires chercheront à délimiter les unités d'intervention de manière à ce qu'un observateur ne perçoive pas, à partir d'un quelconque point d'observation, la totalité de la surface traitée en régénération en une seule fois : il la découvre progressivement en se déplaçant.

- répartir dans l'espace, autant que faire se peut, les unités de gestion à régénérer de manière homogène lors des demandes d'autorisation de coupe et lors de l'établissement des plans de gestion. Les coupes rases (coupe de la totalité des arbres d'un peuplement) de plus de 5 ha consécutifs devraient comprendre le maintien de bouquets d'arbres d'au moins 2 ares ;
- proscrire la succession, à moins de 5 ans d'intervalle, de coupes rases ou de coupes définitives consécutives représentant des surfaces de plus de 10 ha. ;
- allonger, autant que possible, la durée des régénérations.

Le rôle des lisières en tant que zone de transition

L'intégration des coupes dans le paysage est facilitée par des lisières irrégulières, en particulier pour les parcelles situées sur des pentes. Plusieurs techniques permettent d'irrégulariser la lisière, et ainsi évitent de créer un mur végétal :

- ✓ irrégularité verticale :
 - en terme de **strate** : exploiter une bande de 5 à 10 m de large en limite de zone à exploiter environ deux ans avant la coupe, puis laisser la végétation spontanée se développer,
 - en terme de **densité** : éclaircir fortement la lisière du peuplement ou, à la plantation, planter à plus faible densité sur les 0 à 15 m de la bordure, avec une profondeur variable,
- ✓ irrégularité horizontale : créer des **discontinuités** par l'ouverture de "fenêtres" de 30 à 50 m à des intervalles, eux-mêmes, irréguliers.

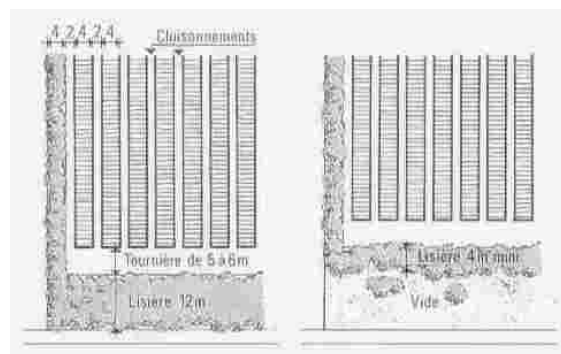
Plus simplement, quelques arbres remarquables (2 ou 3 gros Chênes, par exemple) peuvent être conservés sur le pourtour de la parcelle considérée, pour accompagner une replantation.

Gestion sylvicole de la régénération acquise ou de la plantation

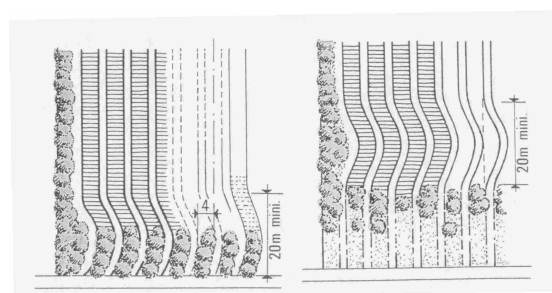
Une fois la coupe réalisée, il faut aussi penser à intégrer les opérations sylvicoles nécessaires la gestion de la régénération (naturelle ou artificielle) acquise : création de cloisonnements sylvicoles et implantation de clôtures antigibier.

Cloisonnements sylvicoles :

Si la parcelle considérée est en contact avec une route ou un chemin fréquenté, il peut être judicieux d'utiliser une des deux techniques illustrées ci-dessous :



ou



ou

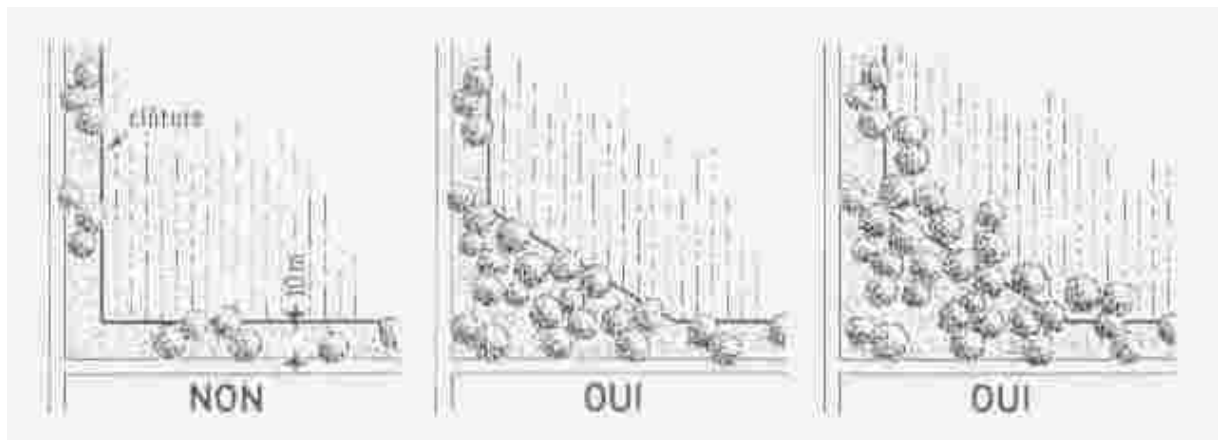
Branchement des cloisonnements sur une tournière

Introduction d'une rupture d'angle ou d'une courbe dans les cloisonnements

Clôtures antigibier :

Support : utiliser des supports discrets.

Implantation : placer les clôtures de préférence en retrait par rapport aux routes et pistes (10m environ), en conservant des éléments du peuplement entre la clôture et la piste. On évitera les angles droits (voir schémas ci-dessous).



En guise de conclusion, il est bon de rappeler que, lorsqu'un paysage se suffit à lui-même, le forestier doit s'attacher à gérer l'existant et tenter de perpétuer ce paysage.

Fiche conseil n°2 : Modèle d'analyse paysagère possible dans le cadre d'une demande d'autorisation de coupe

L'analyse suivante est reportée comme exemple, pour montrer comment une étude paysagère succincte peut être menée dans le cadre d'une demande d'autorisation de coupe.

Cette analyse reste avant tout un outil simple et utile. Elle peut comporter :

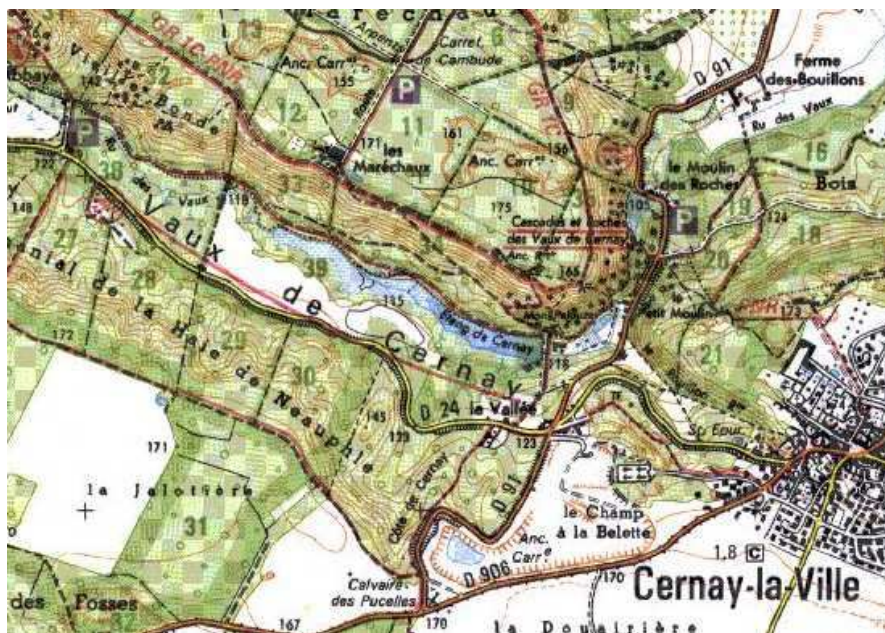
- une carte de situation,
- une photo du site, sur laquelle peut être reportée la forme de la coupe quand cela est possible,
- une analyse des caractéristiques sensibles du site,
- les mesures prévues pour pallier les difficultés précédemment détectées.

Exemple illustratif :



Analyse des caractéristiques sensibles du site	Mesures prévues pour la coupe au vu de cette analyse
<p><u>Analyse du milieu naturel</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - parcelle en pente : X° - chaos rocheux <p>↳ Zone visible directement, comportant des éléments remarquables.</p> <p><u>Analyse des vues extérieures (axe de circulation)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - parcelle visible des deux routes D 24 et D 91 dont configuration implique un ralentissement, - parcelle présente sur un lieu très fréquenté (Etang des Vaux de Cernay), <p><u>Analyse des vues intérieures (promeneurs)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - parcelle visible d'un chemin de randonnée PNR. - "parcelle porte", à l'entrée d'un site fréquenté <p>↳ Pression de visibilité forte.</p>	<p>Le site est donc sensible et une attention particulière est portée sur la coupe qui sera progressive dans l'espace et dans le temps.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Unités d'interventions fractionnées par quelques bouquets d'arbres laissés à vieillir (représentés par des « patates bleues »). - Forme des unités irrégulières. - Coupes complémentaires réalisées dans 30 ans.

Carte de situation



**Fiche conseil n°3 : Modèle d'étude sommaire à produire
dans les plans simples de gestion**

Le questionnaire à remplir pour étudier l'impact d'un projet de reconstitution, dans le cadre des subventions forestières, peut constituer un guide pour mener cette étude. Il est reproduit ci-dessous.



FICHE D'ÉVALUATION DE L'IMPACT

Cette analyse porte sur l'ensemble de la zone d'influence du projet appréciée par le maître d'œuvre et estimée à partir de critères naturalistes, hydrauliques et paysagers.

A - ANALYSE DU MILIEU

1) Analyse du milieu naturel

◆ Zones de protection répertoriées

Les parcelles visées par le projet sont-elles situées dans une zone protégée ?

Oui Non

Si oui, préciser : (en indiquant nom, date du classement ou de l'arrêté)

Site inscrit / classé	Réserve biologique	Arrêté de biotope
Parc national	Réserve naturelle	Forêt de protection
Réserve naturelle volontaire	Autre (préciser)	<input type="checkbox"/> PPR

Les parcelles visées par le projet sont-elles situées dans des zones répertoriées pour leur intérêt ?

Oui Non

Si oui, préciser : (en indiquant nom, numéro du site inventorié)

ZNIEFF	ZICO	Habitats communautaires	Espace naturel sensible
Parc naturel régional	Autres (préciser)		

◆ Milieu physique

- Altitude : de m à m
- Position topo : Sommet : % Versant : % Fond de vallon : % Autre : %
- Exposition :
- Pente en travers du terrain : moyenne : % - maximum : %
- Nature du milieu : Forêt: % Pelouse: % Rocher: % Autre: %

◆ Faune / flore

- Liste d'espèces remarquables connues sur les parcelles :

Animales		Végétales	
Nom	Intérêt (à argumenter)	Nom	Intérêt (à argumenter)

- Milieux remarquables susceptibles d'abriter des habitats ou espèces remarquables : (à localiser sur carte IGN)

Falaise Grotte Tourbière / Zone humide Station / Peuplement Autre (à préciser)

◆ **Risques naturels**

Les parcelles sont-elles situées dans des zones sensibles à l'érosion ?

Oui Non

Si oui, préciser :

Chutes de blocs Risques torrentiels Avalanches Glissements de terrain

Les parcelles sont-elles situées dans des zones sensibles au risque d'incendie ?

Oui Non

◆ **Régime des eaux**

Les parcelles sont-elles situées à proximité de captages en eau potable ?

Oui Non

Si oui, préciser si des périmètres de protection sont arrêtés ?

Immédiat Rapproché Eloigné

Les parcelles sont-elles situées à proximité de cours d'eau abritant une faune piscicole ?

Oui Non

Préciser la catégorie piscicole des cours d'eau

1ère 2ème

Les parcelles sont-elles traversées par des ruisseaux permanents ?

Oui Non

◆ **Le paysage**

La zone d'influence du projet présente-t-elle un intérêt paysager particulier ?

Oui Non

Si oui, préciser :

2) **Analyse du milieu humain**

◆ **Accueil du public**

La zone d'influence du projet présente-t-elle un intérêt touristique particulier ?

Oui Non

Si oui, préciser :

La zone d'influence du projet correspond-elle à un lieu de forte fréquentation ?

Oui Non

◆ **Activités cynégétiques**

La zone concernée par le projet présente-t-elle un fort intérêt cynégétique ?

Oui Non

◆ **Activités sportives**

La zone d'influence du projet présente-t-elle un intérêt particulier pour la pratique d'activités sportives ?

Oui Non

Si oui, préciser :

◆ **Le patrimoine**

La zone d'influence du projet comporte-t-elle des éléments remarquables du patrimoine ?

Oui Non

Si oui, préciser :

- Monuments classés/inscrits ⁽¹⁾
- Lieux historiques
- Lieux de culte
- Ruines, vestiges architecturaux ou préhistoriques
- Grottes
- Autres (à préciser)

(1) Lorsqu'un immeuble est situé dans le champ de visibilité d'un édifice classé au titre des monuments historiques ou inscrit, il ne peut faire l'objet, tant de la part des propriétaires privés que des collectivités et établissements publics, d'aucune construction nouvelle, d'aucune démolition, d'aucun déboisement, d'aucune transformation ou modification de nature à en affecter l'aspect, sans une autorisation préalable. (Code du patrimoine art. L621-31)

3) Commentaire de synthèse

.....

B - LE PROJET ET SES IMPACTS POTENTIELS1) Impacts potentiels

Ne pas oublier de mentionner tous les types d'impacts : les impacts directs (temporaires et permanents), indirects et induits.

◆ Faune / flore

Le projet est-il susceptible d'être préjudiciable aux milieux et espèces qu'ils abritent ?

Oui Non

Préciser pourquoi :

◆ Risques naturels

Le projet est-il susceptible d'aggraver des risques existants recensés ?

Oui Non

◆ Régime des eaux

Des fossés susceptibles de modifier les écoulements naturels sont-ils prévus ?

Oui Non

Des franchissements de cours d'eau (gués, buses, ponceaux....) sont-ils prévus ?

Oui Non

Si oui, préciser la nature et le nombre:

Des ouvrages susceptibles de modifier les écoulements naturels sont-ils prévus ?

Oui Non

- provoquant une différence de plus de 35 cm entre amont et aval

Oui Non

- passages busés de plus de 10m de longueur

Oui Non

Des travaux de détournement, dérivation, rectification, canalisation dans le lit du cours d'eau sont-ils prévus ?

Oui Non

- remblais Oui Non

- épis Oui Non

◆ Le paysage

Le projet risque-t-il de poser des problèmes d'intégration paysagère ?

Oui Non

Si oui, préciser pourquoi :

- % de rocher élevé
- Forte pente en travers - Hauteur des talus - Volume des déblais
- Absence ou faible hauteur des peuplements
- Tracé (lacets, tracé trop rectiligne, places de dépôts.....)
- Vision depuis les points fréquentés
- autre (à préciser) :

◆ Activités sportives

Le projet risque-t-il de porter atteinte à des activités sportives ?

Oui Non

Si oui, préciser :

◆ **Patrimoine (patrimoine monumental et « petit patrimoine »)**

Le projet risque-t-il de porter atteinte à des éléments remarquables du patrimoine ?

Oui

Non

Si oui, préciser :

- Lieux historiques
- Lieux de culte
- Ruines, vestiges architecturaux ou préhistoriques
- Grottes-
- Autres (*à préciser*)

◆ **Préciser les raisons pour lesquelles du point de vue des préoccupations environnementales, le projet est retenu**

2) Commentaires de synthèse

.....
.....
.....

C - MESURES COMPENSATRICES

Seront précisées ici les mesures envisagées dans les différents chapitres, qui doivent permettre de corriger ou de compenser les impacts recensés.

- ◆ **Faune / flore :**
- ◆ **Risques naturels :**
- ◆ **Régime des eaux :** (cf. obligations : Loi sur l'eau, code de l'environnement)
- ◆ **Le paysage :** (ex : maintien d'îlots.....)
- ◆ **Activités sportives :** (ex : raccordement des sentiers.....)
- ◆ **Patrimoine :**
- ◆ **Autres mesures :**
- ◆ **Commentaires de synthèse :**



Fiche conseil n°4 : Quelques conseils en matière de techniques sylvicoles

Comment concilier travaux sylvicoles et biodiversité ?

Les exploitations

Au préalable, **il est bon de préciser les règles qui vont suivre dans les contrats de vente de bois sur pied.**

- Pour protéger la végétation et les milieux intraforestiers rares, utiliser un cloisonnement de débardage et le cas échéant des pneus larges à basse pression.
- **L'abandon des rémanents et leur éparpillement (sur les cloisonnements) ou leur broyage est préférable à l'incinération pour privilégier, entre autre, le recyclage de la matière organique. Les rémanents ont ainsi un effet bénéfique sur les sols, mais aussi sur l'installation de la régénération** (maîtrise du développement des graminées, maintien d'un microclimat favorable à la germination des graines...).
- Les retirer des mares et fossés après exploitation.
- Pour les résineux, afin d'éviter les infestations de scolytes, et donc la dépréciation ou la mortalité des bois sur pied, retirer de la forêt les produits et les rémanents de plus de 7 cm de diamètre avant la fin mars ou au plus tard 15 jours après exploitation.
- Ne pas déverser ni incinérer les huiles et lubrifiants ailleurs que dans les établissements agréés.
- Ne pas brûler de pneus usagés.
- Ne pas abandonner de contenants vides.

Les traitements phytocides

Leur emploi doit être prudent. Privilégier les applications localisées et dirigées, respecter des espaces tampon (50 mètres le long des mares, étangs et cours d'eau, 5 mètres de part et d'autre des fossés en eau). Si la topographie ou la perméabilité du sol est forte, utiliser un produit faiblement soluble et rapidement dégradé.

Les travaux sur les routes, chemins et fossés :

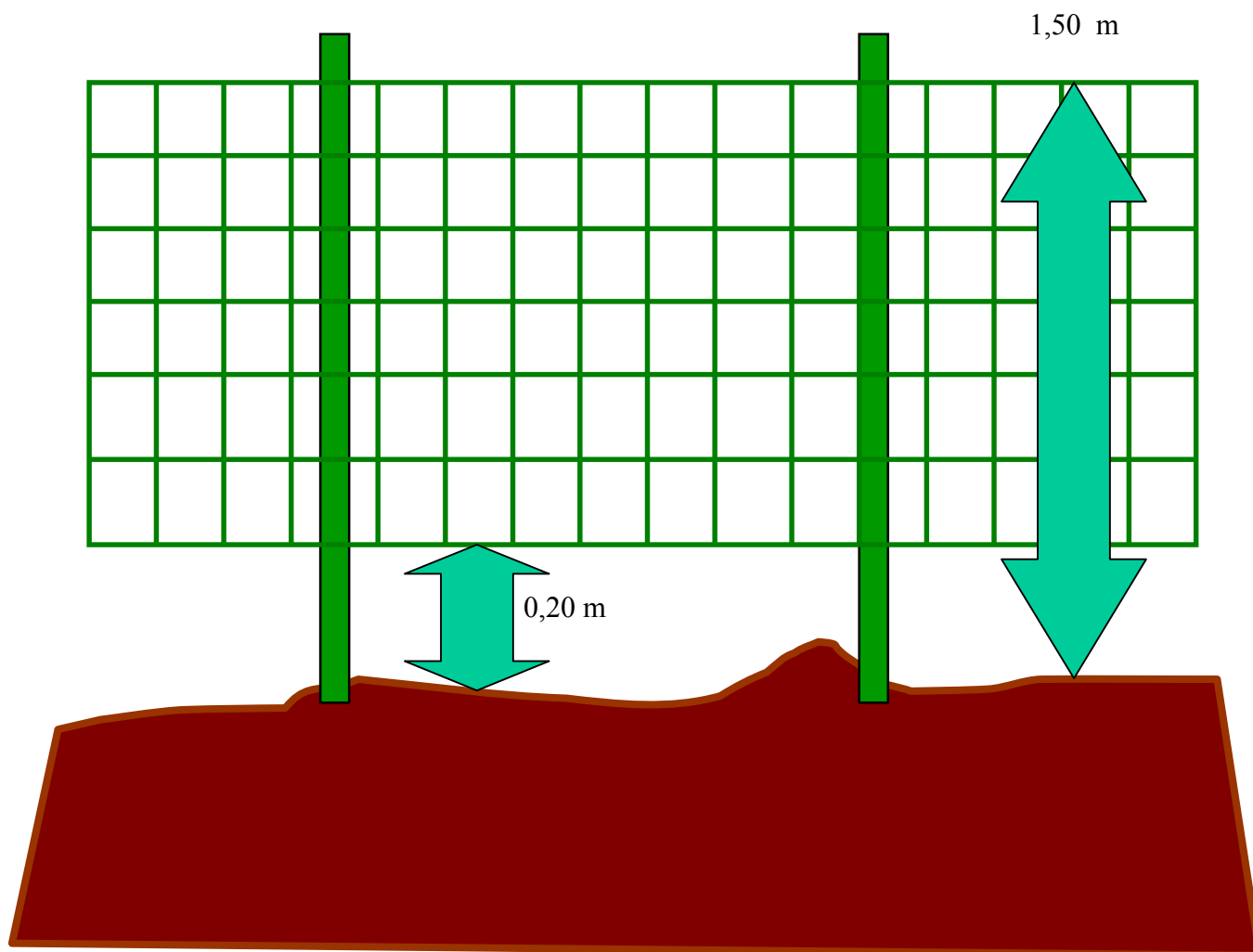
Eviter de faucher pendant la floraison et la montée en graine, soit avant le 15 août.

Lors du curage de fossés bordiers, il est recommandé de rafraîchir manuellement certains tronçons biologiquement riches.

Dans la mesure du possible, éviter les empierrements de route avec les matériaux calcaires dans les zones acides.

Fiche conseil n°5 : Présentation d'une clôture de propriété, adaptée à la circulation des animaux

Clôture type laissant un libre passage de la petite et de la grande faune, tout en délimitant correctement les propriétés. Celle-ci limite considérablement la pénétration par le grand public, tout en respectant les dispositions de la loi n°95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement (DNP/CFF n°96-2 du 28 février 1996)



Ce modèle est recommandé dans les propriétés intra-forestières où son intérêt est justifié pour permettre une gestion cynégétique à l'échelle du massif. Il est à proscrire pour les clôtures délimitant des zones à protéger du passage de la faune pour des raisons de sécurité ou pour éviter des dégâts en lisière de forêt, notamment les jardins.

CONSEIL : le grillage le plus facile à poser, pour ce type de protection, est un grillage "type grillage à mouton" (donc grillage à maillage carré). Il est conçu dans les hauteurs suivantes : 0,60 m ; 0,80 m ; 0,95 m ; 1,20 m ; 1,30 m ; 1,45 m ; 2,00 m. Dans ce type de clôture, on s'orientera vers la hauteur 1,20 ou 1,30 m.

ATTENTION : ne pas mettre de fil lisse ou barbelé au-dessus du grillage, celui-ci causant beaucoup de dégâts sur la population de cerfs.

Annexes

Annexe n° 1 :	La législation des forêts de protection.....	38
Annexe n° 2 :	La notion de « forêt de protection »	50
Annexe n° 3 :	Principe de détermination des limites du classement	52
Annexe n° 4 :	Le régime spécial défini par le code.....	55
Annexe n° 5 :	Résumé des démarches administratives pour les propriétés privées classées en forêt de protection	56
Annexe n° 6 :	Une notice de gestion pour préserver la qualité du cadre de vie de la forêt de Rambouillet	59
Annexe n° 7 :	Un comité de pilotage pour définir les particularités du massif de Rambouillet	61
Annexe n° 8 :	Composition du comité de pilotage	62
Annexe n° 9 :	Pistes cyclables ONF	63
Annexe n° 10 :	Synthèse des recommandations	64

Annexe n° 1 : La législation des forêts de protection

Livre IV
Forêts de protection - Lutte contre l'érosion

Titre Ier
Forêts de protection

(Articles législatifs)

Chapitre premier - Classement des massifs

Article L. 411-1

Peuvent être classés comme forêts de protection, pour cause d'utilité publique :

- les forêts dont la conservation est reconnue nécessaire au maintien des terres sur les montagnes et sur les pentes, à la défense contre les avalanches, les érosions et les envahissements des eaux et des sables ;
- les bois et forêts, quels que soient leurs propriétaires, situés à la périphérie des grandes agglomérations, ainsi que dans les zones où leur maintien s'impose, soit pour des raisons écologiques, soit pour le bien-être de la population.

Article L411-2

Dès la notification au propriétaire de l'intention de classer une forêt en forêt de protection, aucune modification ne peut être apportée à l'état des lieux, aucune coupe ne peut être effectuée ni aucun droit d'usage créé, pendant quinze mois à compter de la date de notification, sauf autorisation spéciale de l'autorité administrative

Chapitre second - Régime forestier spécial

Article L. 412-1

Les forêts de protection sont soumises à un régime forestier spécial déterminé par décret en Conseil d'Etat et concernant l'aménagement, l'exercice du pâturage et des droits d'usage, le régime des exploitations, les fouilles, extractions de matériaux ainsi que la recherche et l'exploitation par les collectivités publiques ou leurs délégataires de la ressource en eau.

Article L. 412-2

Le classement comme forêt de protection interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation ou la protection des boisements.

Art. L. 412-2-1

Les travaux de recherche et d'exploitation par les collectivités publiques ou leurs délégataires de la ressource en eau destinée à l'alimentation humaine ayant fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique et qui ne modifient pas fondamentalement la destination forestière des terrains peuvent être effectués dans les conditions prévues par le régime forestier spécial.

Article L. 412-3

Dans les forêts classées comme forêts de protection, les violations par le propriétaire, des règles de jouissance qui lui sont imposées sont considérées comme infractions forestières commises dans la forêt d'autrui et punies comme telles.

Les infractions forestières commises dans ces forêts sont sanctionnées par les amendes prévues au présent code, qui peuvent être doublées en cas de délit et portées au taux maximum en cas de contravention.

En cas de récidive, il peut en outre être prononcé un emprisonnement de cinq jours à deux mois.

Chapitre troisième - Indemnités - Acquisition par l'état

Article L. 413-1

Les indemnités qui pourraient être réclamées par les propriétaires et les usagers, dans le cas où le classement de leurs bois en forêt de protection entraînerait une diminution de revenu, sont réglées, compte tenu des plus-values éventuelles résultant des travaux exécutés et des mesures prises par l'Etat, soit par accord direct avec l'administration, soit, à défaut, par décision de la juridiction administrative. L'Etat peut également procéder à l'acquisition des bois ainsi classés. Le propriétaire peut exiger cette acquisition s'il justifie que le classement en forêt de protection le prive de la moitié du revenu normal qu'il retire de sa forêt. L'acquisition a lieu soit de gré à gré, soit par voie d'expropriation.

Livre IV

Forêts de protection - Lutte contre l'érosion

Titre Ier

Forêts de protection

(Articles réglementaires)

Chapitre premier - Classement des massifs

Article R. 411-1

La liste des bois et forêts susceptibles d'être classés comme forêts de protection au titre de l'article L. 411-1 est établie par le préfet selon les modalités prévues aux articles R. 411-2 et R. 411-3 ci-après. Lorsqu'un bois ou une forêt s'étend sur plusieurs départements, le ministre chargé des forêts charge l'un des préfets de centraliser la procédure.

Article R. 411-2

Le préfet fait établir par le directeur départemental de l'agriculture, en liaison avec les services compétents, l'Office national des forêts, le centre régional de la propriété forestière et les maires des communes intéressées, un procès-verbal de reconnaissance des bois ou forêts à classer et un plan des lieux, compte tenu des documents et règlements affectant l'utilisation des sols, et notamment des documents d'urbanisme, des plans d'aménagement foncier et rural en vigueur ainsi que des chartes constitutives des parcs naturels régionaux.

Dans les cas prévus au deuxième alinéa de l'article R. 411-1, les services départementaux correspondent directement avec le préfet centralisateur qui coordonne leur activité ; les préfets de chacun des départements intéressés sont informés, par leurs soins, du déroulement de la procédure.

Article R. 411-3

Le procès-verbal de reconnaissance prévu à l'article R. 411-2 expose la configuration des lieux, leur altitude moyenne, les conditions dans lesquelles ils se trouvent au point de vue géologique et climatique, l'état et la composition moyenne des peuplements forestiers ; il constate et précise les circonstances qui rendent le classement nécessaire pour l'un ou plusieurs des motifs mentionnés à l'article L. 411-1. Il est accompagné d'un tableau parcellaire établi d'après les documents cadastraux donnant, pour chaque parcelle ou portion de parcelle comprise dans les bois et forêts à classer, le territoire communal, la section et le numéro de la matrice cadastrale, la contenance, le nom du propriétaire, le revenu imposable et le mode de traitement adopté.

Le plan des lieux est dressé d'après le cadastre et porte l'indication des sections et les numéros des parcelles ainsi que les limites du territoire concerné.

Article R. 411-4

Le préfet soumet le projet de classement à une enquête dans les formes prévues aux articles R. 11-4 à R. 11-14 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, sous réserve des dispositions figurant aux articles R. 411-5 et R. 411-6 ci-après.

Article R. 411-5

Le dossier d'enquête, établi par le directeur départemental de l'agriculture, comprend, outre les documents définis à l'article R. 411-3 :

- le texte des articles L. 411-1, L. 412-1 à L. 412-3 et L. 413-1 du code forestier ainsi que celui du présent titre de la partie réglementaire ;
- une notice explicative indiquant l'objet et les motifs du classement envisagé ainsi que la nature des sujétions et interdictions susceptibles d'être entraînées par le régime forestier spécial prévu par l'article L. 412-1 et défini par le chapitre II du présent titre, notamment en ce qui concerne le règlement d'exploitation à soumettre à l'approbation du préfet conformément aux dispositions de l'article R. 412-1.

Article R. 411-6

L'enquête est ouverte à la mairie de la commune ou de l'une des communes concernées désignée par le préfet.

Dans tous les cas où le classement intéresse plusieurs communes, un registre subsidiaire sur feuilles non mobiles, coté et paraphé par le maire, et le dossier d'enquête sont déposés à la mairie de chacune des communes ainsi que, le cas échéant, à la mairie d'autres communes voisines désignées par l'arrêté préfectoral ouvrant l'enquête.

Le préfet donne avis de l'ouverture de l'enquête par lettre recommandée à chacun des propriétaires connus de l'administration ou, à défaut, à ceux dont les noms sont indiqués au tableau parcellaire prévu à l'article R. 411-3 ; en cas de domicile inconnu, la notification est faite, en double copie, au maire, qui en fait afficher un exemplaire.

Le rapport du commissaire enquêteur ou du président de la commission d'enquête est communiqué à chacun des maires des communes intéressées. Le maire saisit le conseil municipal, qui doit donner son avis dans un délai de six semaines après réception du rapport par le maire ; passé ce délai, l'avis est réputé favorable.

Article R. 411-7

La commission départementale des sites, siégeant en formation de protection de la nature, donne un avis sur le projet de classement, au vu du rapport d'enquête et des avis des conseils municipaux. Elle doit se prononcer dans les deux mois suivant sa saisine, faute de quoi il est passé outre.

Article R. 411-8

La décision de classement est prise par décret en Conseil d'Etat. Il en est de même pour toute modification du classement.

Article R. 411-9

La décision est affichée pendant quinze jours dans chacune des mairies des communes intéressées. Un plan de délimitation est déposé à la mairie. L'accomplissement de ces formalités est certifié par le maire, qui adresse à cette fin un bulletin d'affichage et de dépôt au préfet.

Article R. 411-10

La décision de classement et le plan de délimitation de la forêt de protection sont reportés au plan d'occupation des sols approuvé conformément à l'article L. 123-10 du code de l'urbanisme ou au document d'urbanisme en tenant lieu.

Chapitre second - Régime forestier spécial

Section 1 - Dispositions applicables aux forêts de protection non soumises au régime forestier.

Article R. 412-1

Le propriétaire d'une forêt classée forêt de protection et ne relevant pas du régime forestier a la faculté de faire approuver un règlement d'exploitation résultant soit d'un usage constant, soit d'un aménagement régulier. Le projet de règlement précise la situation, la nature et la quotité en surface ou en volume de chaque coupe, l'année de la décision de coupe et la durée de son exécution ainsi que les travaux de reboisement que le propriétaire s'engage éventuellement à exécuter. Les propriétaires joignent à leur demande d'approbation du règlement d'exploitation une déclaration sur l'existence, la nature et l'importance des droits d'usage qui grèvent les forêts en cause.

Le règlement est approuvé par le préfet, sur avis du directeur départemental de l'agriculture, compte tenu des motifs qui ont entraîné le classement.

L'approbation du règlement d'exploitation peut être subordonnée à des prescriptions spéciales portant notamment sur le mode de traitement de la forêt, les techniques d'exploitation, le respect de certains peuplements et l'obligation de procéder à des travaux de reconstitution forestière.

Le règlement précise sa durée d'application, qui ne peut être inférieure à dix ans ni supérieure à vingt ans.

Article R. 412-2

Les propriétaires qui désirent procéder à une coupe non prévue dans un règlement d'exploitation approuvé ne peuvent l'effectuer qu'après autorisation spéciale du préfet délivrée sur proposition du directeur départemental de l'agriculture. La demande d'autorisation contient les indications prévues au premier alinéa de l'article R. 412-1. L'autorisation peut être subordonnée aux prescriptions spéciales mentionnées à l'alinéa 3 dudit article.

Les propriétaires dont le règlement d'exploitation n'a pas été approuvé et ceux qui s'abstiennent d'en soumettre un à l'approbation du préfet sont soumis, pour toute coupe, aux mêmes dispositions.

Article R. 412-3

Les demandes d'approbation d'un règlement d'exploitation et d'autorisation spéciale sont adressées au directeur départemental de l'agriculture, qui en délivre récépissé. Si la propriété concernée s'étend sur plusieurs départements, la demande est présentée au directeur départemental de l'agriculture du département sur le territoire duquel est située la majeure partie de la forêt.

Article R.* 412-4

La décision du préfet doit être notifiée au propriétaire dans le délai d'un an à dater du dépôt de la demande d'approbation du règlement d'exploitation ou dans le délai de six mois à dater du dépôt de la demande d'autorisation de coupe. Faute de décision dans les délais précités, le règlement d'exploitation est considéré comme approuvé ou la coupe comme autorisée.

Article R. 412-5

Le propriétaire dont le règlement d'exploitation a été approuvé ou qui a obtenu l'autorisation spéciale prévue à l'article R. 412-2 procède, sans autre formalité, aux exploitations et aux travaux dans les conditions

mentionnées dans le règlement ou l'autorisation. La coupe autorisée pour une année déterminée, dans l'un ou l'autre de ces actes, peut être réalisée dans le délai de cinq ans suivant cette année.

Aucune autorisation n'est nécessaire pour procéder à l'enlèvement des arbres dangereux, des chablis et des bois morts.

Article R. 412-6

En cas de mutation d'une partie d'une forêt de protection qui a fait l'objet d'un règlement d'exploitation ou d'une autorisation spéciale de coupe, le nouveau propriétaire est tenu de respecter ce règlement ou cette autorisation spéciale ou de solliciter leur modification. Il informe le préfet de la mutation.

Article R. 412-7

Lorsqu'une coupe a été exécutée en méconnaissance des dispositions du dernier alinéa de l'article R. 412-2 ou de celles de l'article R. 412-6 ou lorsque les travaux prescrits dans le règlement approuvé ou l'autorisation spéciale n'ont pas été exécutés dans les délais prévus, le préfet peut, sur proposition du directeur départemental de l'agriculture, ordonner par arrêté le rétablissement des lieux en nature de bois ou l'exécution de ces travaux.

Faute par le propriétaire de s'être conformé à cet arrêté dans le délai prescrit par celui-ci, il est pourvu d'office à ces travaux par les soins du directeur départemental de l'agriculture, sur autorisation du préfet. Le mémoire des travaux faits est arrêté et rendu exécutoire par le préfet.

Article R. 412-8

Ainsi qu'il est dit au troisième alinéa de l'article R. 130-1 du code de l'urbanisme : « Lorsqu'un propriétaire soumet à l'approbation du préfet un règlement d'exploitation ou une demande d'autorisation de coupe au titre des articles L. 412-1 à L. 412-3 du code forestier, le projet de règlement d'exploitation ou la demande d'autorisation vaut aussi demande d'autorisation préalable de coupe au sens du cinquième alinéa de l'article L. 130-1 du code de l'urbanisme ainsi que demande d'autorisation préalable pour l'application de l'article L. 421-6 dudit code. L'instruction est engagée conjointement au titre des deux législations. »

Article R. 412-9

Ainsi qu'il est dit à l'article R. 130-5 du code l'urbanisme : « Lorsqu'un propriétaire décide de procéder, dans un bois, forêt ou parc, situé sur le territoire d'une commune ou partie de commune où l'établissement d'un plan d'occupation des sols a été prescrit mais où ce plan n'a pas encore été rendu public, à un défrichement soumis à autorisation administrative en application de l'article L. 311-1 du code forestier, ou qu'il soumet à l'approbation du préfet un règlement d'exploitation ou une demande d'autorisation de coupe au titre des articles L. 412-1 à L. 412-3 du code forestier, la déclaration de défrichement, le projet de règlement d'exploitation ou la demande d'autorisation de coupe vaut aussi demande d'autorisation préalable de coupe au sens du cinquième alinéa de l'article L. 130-1 du code de l'urbanisme ainsi que demande d'autorisation préalable pour l'application de l'article L. 421-6 du dit code. L'instruction est engagée conjointement au titre des deux législations. »

Article R. 412-10

La demande d'approbation d'un règlement d'exploitation ou d'autorisation spéciale de coupe vaut demande d'approbation du règlement d'exploitation ou de l'autorisation de coupe prévue par le décret du 28 juin 1930 fixant notamment le régime auquel sont soumises les forêts ayant fait l'objet d'une mutation à droits réduits en application des dispositions de l'article 793 du code général des impôts.

L'instruction est engagée conjointement au titre des deux réglementations.

Article R. 412-11

En vertu des dispositions de l'article L. 412-3, les infractions commises par les propriétaires de forêts de protection aux règles de jouissance qui leur sont imposées sont constatées par les ingénieurs, techniciens et agents mentionnés aux articles R. 341-1 et R. 341-2 et poursuivies comme les infractions commises dans les forêts relevant du régime forestier.

Toutes les infractions commises dans les forêts de protection peuvent être également constatées par les ingénieurs, techniciens et agents mentionnés à l'alinéa précédent.

Article R. 412-12

Dans les forêts de protection ne relevant pas du régime forestier, aucun droit d'usage ne peut, à peine de nullité, être établi sans autorisation délivrée par le préfet.

Section 2 - Dispositions applicables à toutes les forêts de protection.

Sous-Section 1 - Dispositions communes

Article R. 412-13

Les propriétaires et usagers ne peuvent exercer le pâturage dans une forêt de protection que dans les parties déclarées défensables.

S'il s'agit d'une forêt relevant du régime forestier, il est fait application des articles L. 138-3 à L. 138-10 et R. 138-2 à R. 138-14.

Dans les forêts privées classées comme forêts de protection, chaque année, les propriétaires et usagers qui désirent exercer l'année suivante le pâturage remettent, à cet effet, avant le 1er septembre, une déclaration au directeur départemental de l'agriculture qui en accuse réception. Celui-ci constate, par des procès-verbaux, d'après l'âge, la nature et la situation des bois, l'état des parties qui pourront être ouvertes au pâturage et indique l'espèce et le nombre d'animaux qui pourront y être admis, ainsi que les époques où l'exercice du pâturage pourra commencer et devra finir. Au vu de ces procès-verbaux, la décision est prise par le préfet ; elle est notifiée aux pétitionnaires avant le 1er mars de l'année qui suit celle de la déclaration. Si aucune décision ne leur a été notifiée à cette date, les pétitionnaires peuvent exercer le pâturage pendant l'année en cours dans les mêmes conditions que l'année précédente.

Article R. 412-14

Aucun défrichement, aucune fouille, aucune extraction de matériaux, aucune emprise d'infrastructure publique ou privée, aucun exhaussement du sol ou dépôt ne peuvent être réalisés dans une forêt de protection à l'exception des travaux qui ont pour but de créer les équipements indispensables à la mise en valeur et à la protection de la forêt et sous réserve que ces ouvrages ne modifient pas fondamentalement la destination forestière des terrains.

Le propriétaire peut procéder à ces travaux sous réserve de l'application des lois et règlements et à condition que le directeur départemental de l'agriculture, avisé deux mois à l'avance par lettre recommandée, n'y ait pas fait opposition. La déclaration du propriétaire indique la nature et l'importance des travaux et est accompagnée d'un plan de situation.

Lorsque les travaux ont été exécutés en méconnaissance des dispositions du présent article, le rétablissement des lieux peut être ordonné et exécuté comme il est dit à l'article R. 412-7.

Article R. 412-15

La fréquentation par le public de toute forêt de protection peut être réglementée ou même interdite s'il s'avère nécessaire d'assurer ainsi la pérennité de l'état boisé. Ces mesures sont prises par arrêté du préfet, sur

proposition du directeur départemental de l'agriculture pour les forêts ne relevant pas du régime forestier et de l'Office national des forêts pour les forêts relevant de ce régime.

Article R. 412-16

Dans toutes les forêts de protection, la circulation et le stationnement de véhicules motorisés ou de caravanes, ainsi que le camping sont interdits en dehors des voies et des aires prévues à cet effet et signalées au public. Font exception à cette règle les véhicules motorisés utilisés pour la gestion, l'exploitation et la défense de la forêt contre les incendies.

Article R. 412-17

1° Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe, le fait :
- de réaliser, dans une forêt de protection, des défrichements, fouilles, extractions de matériaux, infrastructures, exhaussements de sol, ou dépôts, à l'exception des travaux autorisés par le premier alinéa de l'article R. 412-14 ;

- de procéder à des travaux autorisés par le premier alinéa de l'article R. 412-14 sans avoir avisé le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt deux mois à l'avance par lettre recommandée ou malgré l'opposition de celui-ci.

2° Est puni de la peine d'amende prévue pour les contraventions de la 5e classe, le camping, la circulation ou le stationnement de véhicules motorisés ou de caravanes, dans une forêt de protection, en dehors des voies et aires prévus à cet effet, sous réserve des exceptions prévues par l'article R. 412-16.

Article R. 412-18

Sous réserve de l'application des lois et règlements, l'administration chargée des forêts peut exécuter dans les forêts de protection tous les travaux qu'elle juge nécessaires en vue de la consolidation des sols, de la protection contre les avalanches, de la défense contre les incendies, du repeuplement des vides, de l'amélioration des peuplements, du contrôle de la fréquentation de la forêt par le public et, d'une manière générale, du maintien de l'équilibre biologique ; les frais d'exécution et d'entretien de ces travaux sont à la charge de l'Etat.

Article R. 412-19

(inséré par Décret n° 2006-1230 du 6 octobre 2006 art. 1 Journal Officiel du 8 octobre 2006)

Par dérogation aux dispositions de l'article R. 412-14, le préfet peut déclarer d'utilité publique l'exécution de travaux nécessaires à la recherche d'eau destinée à la consommation humaine ou à l'implantation d'ouvrages de captage projetés par une collectivité publique compétente en matière de distribution d'eau ou par son délégataire dans le périmètre d'une forêt de protection à la condition que soient réunies les conditions suivantes :

- la ressource disponible en dehors du périmètre de protection est insuffisante en quantité ou en qualité pour répondre aux besoins de la population des communes intéressées ;
- les travaux ou ouvrages envisagés ne modifient pas fondamentalement la destination forestière des terrains ;
- le prélèvement sur les eaux souterraines ou superficielles n'est pas susceptible de nuire à la conservation de l'écosystème forestier ou à la stabilité des sols dans le périmètre de protection.

Seules les installations nécessaires au captage peuvent être autorisées dans le périmètre de protection, à l'exclusion des installations de traitement de l'eau ou de mise en pression en vue de la distribution dans le réseau public.

Le tracé des canalisations de transport de l'eau prélevée ou les réseaux nécessaires à l'alimentation énergétique ou au contrôle de la station de captage dans la forêt est déterminé de façon à limiter le plus possible la traversée des parcelles forestières classées. Il est établi en priorité dans l'emprise des voies ou

autres alignements exclus du périmètre de classement ou, à défaut, dans celle des routes forestières ou chemins d'exploitation forestiers.

Article R. 412-20

(inséré par Décret n° 2006-1230 du 6 octobre 2006 art. 1 Journal Officiel du 8 octobre 2006)

Le préfet statue au vu des engagements de la collectivité pétitionnaire et, le cas échéant, de son délégataire quant aux modalités d'exécution des travaux en vue de limiter leurs incidences sur la stabilité des sols, la végétation forestière et les écosystèmes forestiers. Il prend acte de ces engagements dans la déclaration d'utilité publique et peut les compléter par des prescriptions particulières. Lorsque ces engagements ou prescriptions particulières sont méconnus, le préfet peut, après mise en demeure, suspendre l'exécution des travaux ou de l'exploitation des ouvrages. Si des travaux ont été entrepris en l'absence de déclaration d'utilité publique, le préfet suspend leur exécution sans délai.

Article R. 412-21

(inséré par Décret n° 2006-1230 du 6 octobre 2006 art. 1 Journal Officiel du 8 octobre 2006)

La collectivité publique compétente est tenue, le cas échéant solidairement avec son délégataire, de remettre les lieux en état au terme des travaux, en cas d'abandon de ceux-ci ou en fin d'exploitation du captage, notamment de combler les forages, de démanteler toutes constructions et canalisations et de reboiser le site en essences forestières conformément aux orientations régionales forestières. En cas de manquement à cette obligation, le préfet peut ordonner le rétablissement des lieux en l'état et, le cas échéant, son exécution d'office dans les conditions prévues à l'article R. 412-7.

Sous-Section 2 - Travaux nécessaires à la recherche de la ressource en eau dans les forêts de protection

Article R. 412-22

(inséré par Décret n° 2006-1230 du 6 octobre 2006 art. 1 Journal Officiel du 8 octobre 2006)

La demande de déclaration d'utilité publique de travaux de recherche de la ressource en eau est présentée au préfet par la collectivité publique compétente, par lettre recommandée avec accusé de réception ou déposée contre récépissé à la préfecture. Elle comporte :

- a) Un rapport établissant l'insuffisance de la ressource disponible telle que mentionnée à l'article R. 412-19 et indiquant les actions qui ont été menées pour améliorer la quantité ou la qualité de l'eau prélevée à partir des captages existants ;
- b) La description des travaux envisagés et le calendrier prévisionnel de leur réalisation ;
- c) Les engagements mentionnés à l'article R. 412-20 quant aux modalités d'exécution des travaux ;
- d) Les éléments énumérés à l'article 29 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;
- e) Si des défrichements sont nécessaires, les éléments prévus à l'article R. 311-1.

La demande vaut déclaration au titre du II de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Elle vaut également, le cas échéant, demande d'autorisation de défrichement au titre de l'article L. 311-1 ou L. 312-1 du présent code.

Sous-Section 3 - Travaux et ouvrages nécessaires au captage d'eau dans les forêts de protection

Article R. 412-23

(inséré par Décret n° 2006-1230 du 6 octobre 2006 art. 1 Journal Officiel du 8 octobre 2006)

L'établissement d'un captage d'eau destinée à la consommation humaine dans une forêt de protection est soumis aux dispositions des articles L. 1321-1 et suivants et R. 1321-6 et suivants du code de la santé publique, ainsi qu'aux dispositions de la présente section.

Article R. 412-24

(inséré par Décret n° 2006-1230 du 6 octobre 2006 art. 1 Journal Officiel du 8 octobre 2006)

Lorsqu'elle entend procéder à l'implantation d'un captage d'eau dans une forêt de protection dans les conditions prévues à l'article R. 412-19, la collectivité publique compétente dépose auprès du préfet une demande qui comprend :

- a) La description des caractéristiques des installations de captage, des réseaux destinés au transport de l'eau, à l'alimentation en énergie ou au contrôle de la station, des bâtiments, des voies d'accès et autres installations connexes ;
- b) Un plan à l'échelle du 1/10 000 désignant les emprises des équipements ;
- c) L'indication pour chaque parcelle de la superficie des terrains d'emprise ;
- d) L'exposé des motifs d'intérêt général qui s'attachent à l'installation d'un captage dans la forêt de protection au regard des conditions prévues à l'article R. 412-19 ;
- e) Un rapport, établi par un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, démontrant l'insuffisance de la ressource disponible hors de ce périmètre ;
- f) L'étude d'impact prévue à l'article L. 122-1 du code de l'environnement ;
- g) Les engagements de la collectivité publique compétente et, s'il y a lieu, ceux de son délégataire quant aux modalités d'exécution des travaux ;
- h) Si le projet nécessite des défrichements, les éléments prévus à l'article R. 311-1.

Article R. 412-25

(inséré par Décret n° 2006-1230 du 6 octobre 2006 art. 1 Journal Officiel du 8 octobre 2006)

L'étude d'impact mentionnée au e de l'article R. 412-24 précise notamment :

- les incidences prévisibles des infrastructures projetées, y compris celles des voies et réseaux nécessaires, sur les boisements existants, sur la faune et la flore environnantes, sur l'érosion des sols et sur les risques naturels à l'intérieur du périmètre de protection ;
- les effets à terme des prélèvements en eau sur la préservation des écosystèmes forestiers et sur la stabilité des sols ;
- les effets des mêmes prélèvements sur le régime des eaux. En cas de prélèvement d'eau dans une nappe alluviale, l'étude apprécie en particulier l'absence d'impact significatif sur la qualité des cours d'eau alimentés par cette nappe, sur leur débit d'étiage compte tenu des autres captages existants.

Article R. 412-26

(inséré par Décret n° 2006-1230 du 6 octobre 2006 art. 1 Journal Officiel du 8 octobre 2006)

Après réception du dossier complet, le préfet soumet la demande de déclaration d'utilité publique mentionnée à l'article R. 412-24 à l'enquête publique prévue à l'article L. 123-1 du code de l'environnement.

Annexes

Le dossier d'enquête publique comprend, outre les éléments prévus au 2° du II de l'article R. 123-6 du code de l'environnement, les pièces mentionnées aux d et e de l'article R. 412-24.

Dans le cas où le préfet décide de regrouper l'enquête publique avec celle prévue pour l'application de l'article L. 215-13 du code de l'environnement et, le cas échéant, L. 214-4 du même code, le dossier est complété par les éléments prévus pour l'application de ces dispositions.

Article R. 412-27

(Décret n° 2006-1230 du 6 octobre 2006 art. 1 Journal Officiel du 8 octobre 2006)

(Décret n° 2007-49 du 11 janvier 2007 art. 7 Journal Officiel du 12 janvier 2007)

L'arrêté du préfet, prévu à l'article R. 1321-8 du code de la santé publique, vaut déclaration d'utilité publique en application de l'article L. 412-2-1 du présent code.

Chapitre troisième - Indemnités - Acquisition par l'état

Article R. 413-1

Les indemnités auxquelles peuvent prétendre, en application de l'article L. 431-1 du code forestier, les propriétaires autres que l'Etat et les bénéficiaires de droits d'usage sont réglées par périodes de cinq ans. Elles courent du jour de l'affichage du décret de classement prescrit à l'article R. 411-9.

Les indemnités concernent la diminution de revenu normal de la forêt subie durant cette période par les intéressés ou, le cas échéant, par leurs ayants droit, déduction faite, s'il y a lieu, des plus-values de revenus pouvant résulter de travaux exécutés par l'Etat ; mais, en aucun cas, quelle que soit l'augmentation de revenu procurée par ces travaux, l'Etat ne peut exiger, de ce fait, une indemnité du propriétaire.

Les propriétaires et usagers adressent leur demande au directeur départemental de l'agriculture déterminé comme il est dit à l'article R. 412-3. La demande précise la date à partir de laquelle l'indemnité est réclamée. Récépissé est délivré de cette demande.

Article R. 413-2

En cas d'accord avec le demandeur, le montant de l'indemnité est définitivement arrêté par le ministre de l'agriculture, sur proposition du préfet. Si l'accord n'a pu s'établir dans les six mois de la production de la demande, celle-ci est renvoyée à son auteur avec attestation du défaut d'accord et indication que l'intéressé peut se pourvoir devant le tribunal administratif.

Article R. 413-3

Lorsque le ministre de l'agriculture décide l'acquisition par l'Etat d'immeubles en nature de bois classés comme forêts de protection, il est procédé, à défaut d'accord avec le propriétaire, à l'expropriation de ces immeubles conformément aux dispositions du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Article R. 413-4

Le propriétaire d'une forêt classée qui se croit fondé à exiger, en application du deuxième alinéa de l'article L. 413-1, l'acquisition par l'Etat de sa forêt de protection, adresse au ministre de l'agriculture une demande accompagnée de la justification d'une perte d'au moins la moitié du revenu qu'il tire de cette forêt.

Si le ministre reconnaît que le classement a privé l'intéressé d'au moins la moitié du revenu normal de sa forêt, il est procédé à l'acquisition de cette forêt, conformément aux règles prescrites par l'article R. 413-3. Si, au contraire, le ministre estime qu'il n'est pas établi que le revenu normal de la forêt a été réduit de moitié, il en avise, dans les deux mois de la demande, le propriétaire en le renvoyant à se pourvoir devant le tribunal administratif.

En cas de décision juridictionnelle favorable aux prétentions du propriétaire, il est procédé, par le ministre de l'agriculture, à l'acquisition de la forêt et, en cas de désaccord sur le prix, à la fixation de ce prix dans les conditions prévues au chapitre III du titre Ier du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, partie réglementaire.

Annexe n° 2 : La notion de « forêt de protection »

C'est un statut juridique défini par le code forestier (articles L 411-1 à L 413-1 et articles R 411-1 à R 413-4)

2.1 *Un statut instauré pour protéger les populations des montagnes contre les risques naturels...*

En 1922, la loi du 28 avril (dite « loi Chauveau » du nom du sénateur qui en est l'initiateur) instaure le statut de « forêt de protection ». Celui-ci doit combler le retard constaté en France par rapport à certains états d'Europe qui s'étaient dotés dès le 19^{ème} siècle de législations leur permettant de protéger leurs forêts de montagne. En France, les précédentes législations ne permettaient d'intervenir que sur les terrains déjà dégradés.

Ainsi le classement en forêt de protection intervient de manière préventive pour préserver les sols de l'érosion et protéger les populations locales des glissements de terrain et avalanches.

Cette loi a été appliquée pour quelques 45 000 ha, essentiellement dans les Pyrénées centrales, et, dans une moindre mesure, dans les Alpes (voir Figure n°1).

2.2 *...puis élargi aux forêts à l'écologie remarquable et aux forêts périurbaines.*

En 1976, le dispositif a été complété grâce à la loi du 10 juillet sur la protection de la nature qui étend le classement à ces deux autres types de forêts.

Ainsi le législateur a voulu marquer l'importance qu'il attache à la protection des massifs forestiers lorsqu'ils sont nécessaires à la conservation physique et biologique du milieu ou lorsqu'ils ont à remplir une fonction sociale en offrant au public un espace de loisir et de détente.

2.3 *Les forêts de protection en France.*

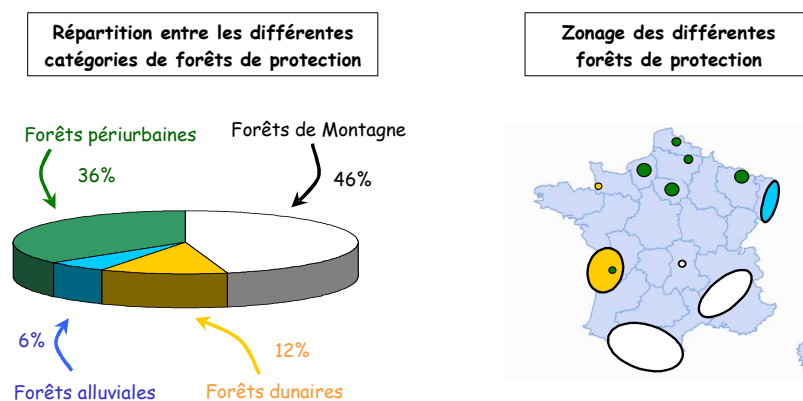
Voir Figure n°1

Mise initialement en œuvre pour le classement des forêts de montagne, cette procédure est surtout utilisée actuellement pour la sauvegarde d'écosystèmes remarquables et pour la protection des forêts périurbaines les plus menacées, notamment en Île-de-France.

2.4 *Les forêts de protection en Ile de France.*

Actuellement, deux massifs forestiers sont classés en Ile-de-France : le massif de Sénart pour une surface de 3 410 ha (décret du 15 décembre 1995) et le massif de Fontainebleau pour une surface de 28 534 ha (décret du 19 avril 2002). La forêt de Fausses-Reposes (Yvelines) fait l'objet d'une procédure de classement.

Les forêts de protection en France



Au total : 109 104 ha

Figure n°1 : Les forêts de protection en France

2.5 Les parcelles classées conservent définitivement leur vocation forestière

Le classement en forêt de protection se fait à l'échelle de la parcelle cadastrale, qui peut même être classée pour partie. Sur ces parcelles classées, les articles L 412-2 et L 412-2-1 s'appliquent ainsi que leur déclinaison réglementaire, l'article R 412-14.

Article L 412-2 :

« Le classement comme forêt de protection interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation ou la protection des boisements. »

Article L 412-2-1 :

« Les travaux de recherche et d'exploitation par les collectivités publiques ou leurs délégataires de la ressource en eau destinée à l'alimentation humaine ayant fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique et qui ne modifient pas fondamentalement la destination forestière des terrains peuvent être effectués dans les conditions prévues par le régime forestier spécial. »

Article R 412-14 :

« Aucun défrichement, aucune fouille, aucune extraction de matériaux, aucune emprise d'infrastructure publique ou privée, aucun exhaussement du sol ou dépôt ne peuvent être réalisés dans une forêt de protection à l'exception des travaux qui ont pour but de créer les équipements indispensables à la mise en valeur et à la protection de la forêt et sous réserve que ces ouvrages ne modifient pas fondamentalement la destination forestière des terrains »

L'application du code forestier implique donc la conservation de la vocation forestière des parcelles classées.

Aucune disposition législative ou réglementaire ne prévoit par contre le déclassement de parcelles en forêt de protection : la seule solution possible est de procéder par le parallélisme des formes et de refaire la même procédure, c'est à dire déclasser par un décret en Conseil d'Etat. Ceci est extrêmement dissuasif.

Conclusion : la forêt de protection est un statut qui garantit la **pérennité du patrimoine du propriétaire, grâce à l'article L 412-2.**

Annexe n° 3 : Principe de détermination des limites du classement

3.1 Nature des parcelles classées : elles font partie d'une ambiance forestière

Les parcelles cadastrales dont l'occupation est considérée comme forestière sont celles occupées par des peuplements forestiers de toute nature, mais également par des formations naturelles intégrées au massif telles que des landes, des chaos rocheux arborés, des mares, des clairières, ainsi que des parcelles maintenues sans boisement pour des raisons de protection de la biodiversité.

Sont aussi intégrés au milieu forestier les cultures à gibier, les prairies à gibier (en tant que gestion cynégétique temporaire d'un espace à vocation forestière), les terrains de service des maisons forestières, les étangs, les routes forestières, les aires de stationnement à vocation d'accueil du public. Enfin, des pelouses (naturelles ou artificielles) et prairies pâturées, incluses dans le massif forestier et de faibles surfaces, ont été également classées, dans la mesure où elles constituaient un « talon d'Achille » à la forêt de protection ainsi constituée. Le classement intervient pour des raisons écologiques et pour le bien-être de la population. Des fonds de jardin constitués par un peuplement de type forestier, constituant un prolongement du massif ont ainsi été pris en compte.

Afin de permettre son aménagement et son entretien, la voirie à usage collectif et ses emprises ne sont pas classées. Est entendu comme voirie à usage collectif : les sentiers ruraux, les chemins vicinaux, les chemins ruraux, les chemins communaux, les routes départementales, nationales et autoroutes. De même, les voiries cadastrées seront exclues du classement.



Figure n°2 : Quelques illustrations de "l'ambiance forestière"

3.2 La détermination des limites commune par commune : un travail de terrain

La délimitation est faite commune par commune à l'échelle de la parcelle cadastrale.

En pratique, le document de base pour le classement en forêt de protection est le cadastre, registre public définissant la surface et la valeur des bien-fonds et servant de base à l'impôt foncier. Il s'agit d'un document fiscal qui ne peut pas être utilisé comme un plan sur lequel il pourrait être mesuré des cotes avec une règle graduée, notamment pour le domaine public.

Les différents documents locaux d'urbanisme, d'aménagement du territoire, d'information sur les zones naturelles et de gestion forestière sont consultés afin de compiler le maximum d'informations utiles à la délimitation de la forêt de protection. Mais **c'est l'occupation réelle du sol qui est prise en compte, après une visite sur le terrain**. Lorsqu'une parcelle est classée pour partie, la délimitation essaie de s'appuyer au maximum sur des "nœuds" (exemple de "nœud" donné sur le dessin de la Figure n°4), sauf pour la délimitation des habitations mitant l'espace forestier.

La nature de la parcelle cadastrale enregistrée sur la matrice, si elle est indiquée sur les tableaux parcellaires présentés à l'enquête publique, ne constitue pas un critère de sélection des parcelles dans le projet. De même, le zonage inscrit dans les plans locaux d'urbanisme (comme les Espaces Boisés Classés) est consulté, sans pour autant contraindre le projet à respecter les limites des EBC.

A titre d'illustration, voir l'exemple fictif de la figure n°4.

3.3 Le « détournement » des bâtiments existants au sein du périmètre de la forêt de protection

Afin de garantir un traitement équitable de tous les propriétaires concernés, les bâtiments situés en forêt bénéficient d'un détournement périmétral d'une largeur de 30 mètres. Cette disposition laisse la possibilité de travaux ou aménagements ultérieurs sur les constructions sans autorisation au titre de la forêt de protection. En aucun cas elle ne préjuge des règles en matière d'urbanisme (SDRIF, POS / PLU) et ne doit être interprétée comme l'ouverture d'un droit à construire.

Toutes les constructions légalement implantées dans le périmètre de protection à la date de mise à l'enquête publique (12 janvier 2006) sont détournées de 30 m autour de la construction initiale, même si elles ne figurent pas explicitement dans la cartographie.

3.4 Une délimitation de la forêt de protection exposée par des plans et tableaux parcellaires

Deux documents sont joints au présent dossier et mentionnent les parcelles ou parties de parcelles classées. Il s'agit :

- des plans cadastraux des communes, où les parcelles ou partie de parcelles classées en forêt de protection sont clairement définies spatialement ;
- du tableau parcellaire, reliant les parcelles ou partie de parcelles classées au propriétaire du terrain, ainsi qu'à leur revenu imposable, leur contenance et le mode de traitement adopté.

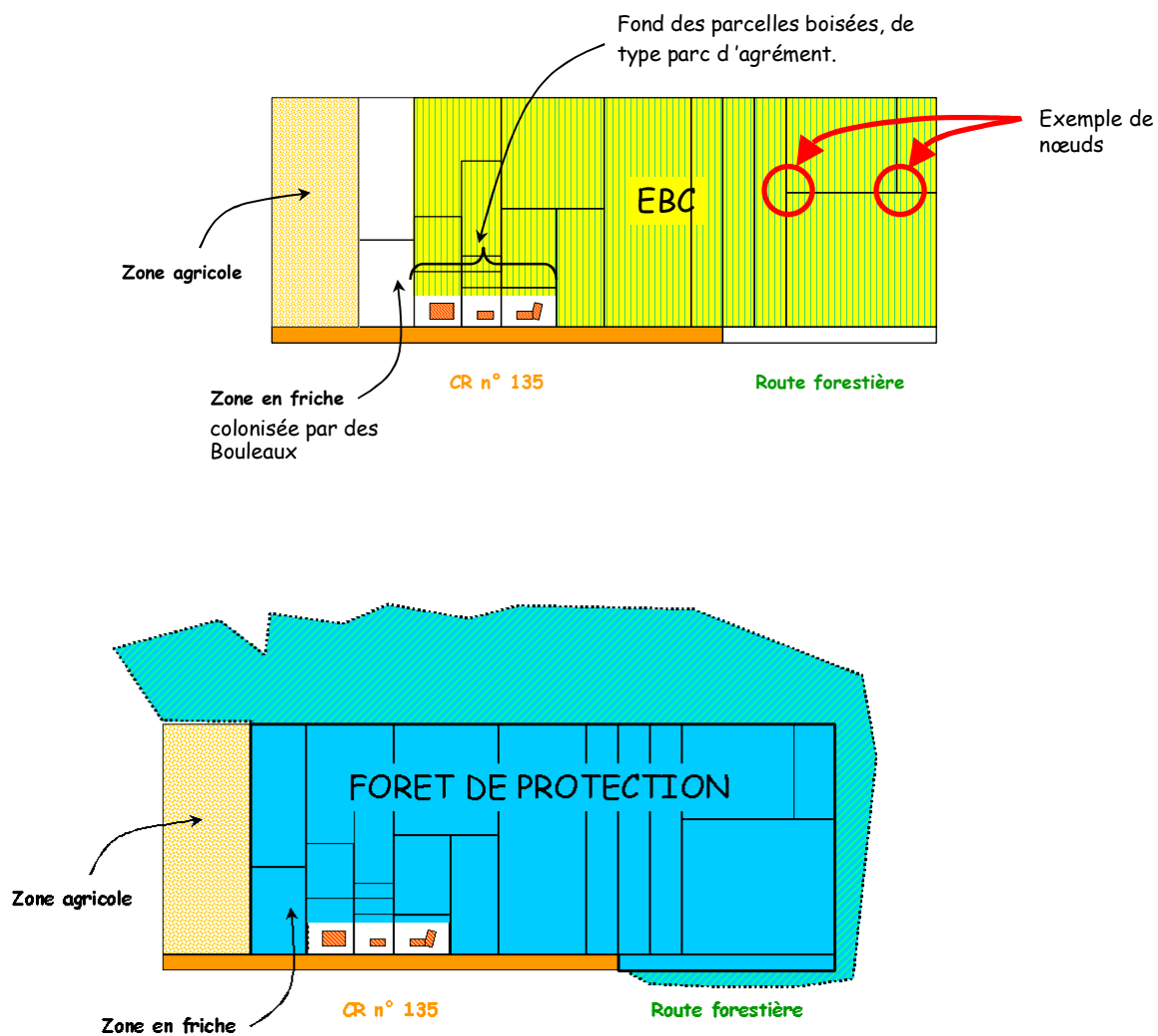


Figure n°4 : Illustration de la démarche suivie pour la délimitation du périmètre de forêt de protection

Annexe n° 4 : Le régime spécial défini par le code

Article L. 412-1 du Code Forestier :

« Les forêts de protection sont soumises à un **régime spécial** déterminé par décret en conseil d'état et concernant **l'aménagement, l'exercice du pâturage et des droits d'usage, le régime des exploitations, les fouilles, extractions de matériaux ainsi que la recherche et l'exploitation par les collectivités publiques ou leurs délégataires de la ressource en eau.** »

La réglementation de la gestion en forêt de protection est, pour partie, établie par la partie réglementaire du code forestier (chapitre II, livre IV, titre I). On y distingue les forêts privées des forêts publiques en leur consacrant une section propre.

4.1 « Dispositions applicables aux forêts de protection ne relevant pas du régime forestier » (Art R. 412-1 à 412-12 :)

Ces articles concernent l'exercice des coupes et droits d'usages dans ces forêts, notamment :

- Le propriétaire peut faire approuver « un **règlement d'exploitation** » (sorte de Plan Simple de Gestion). « *L'approbation du règlement d'exploitation peut être subordonnée à des prescriptions spéciales portant notamment sur le mode de traitement de la forêt, les techniques d'exploitation, le respect de certains peuplements et l'obligation de procéder à des travaux de reconstitution forestière.* » Art R. 412-1
- Une autorisation spéciale est à demander pour toute coupe non prévue, à la DDEA.
- « *Aucun droit d'usage ne peut être établi sans autorisation délivrée par le préfet* » Art R. 412-12.

4.2 « Dispositions applicables à toutes les forêts de protection » (Art R. 412-13 à 412-18 :)

Elles concernent :

- le **pâturage** (pour la forêt privée : une déclaration, fixant tous les paramètres [lieux et époque du pâturage + nombre de bêtes], est à faire, chaque année, auprès de la DDEA) ;
- l'extraction de matériaux et toutes activités qui nécessitent un quelconque **défrichement** (fouilles, emprises d'infrastructures, dépôts ...)
- l'**accueil du public** : « *La fréquentation par le public de toute forêt de protection peut être réglementée ou même interdite (...)* ». Des dispositions concernant la circulation et le stationnement de voitures ainsi que le camping sont également abordées.

Les articles réglementaires concernés sont reportés à l'annexe n°1, accompagné d'un résumé du fonctionnement administratif (annexe n°5).

Annexe n° 5 : Résumé des démarches administratives pour les propriétés privées classées en forêt de protection

Le tableau ci-dessous rappelle les différents règlements qui s'appliquent aux propriétés forestières privées. Il faut noter que celles qui seront classées en forêt de protection, à terme, ne seront pas soustraites aux autres législations qui s'appliquent. L'objectif est de clarifier l'articulation entre les différentes réglementations.

Thèmes	Dans les forêts privées non classées en forêt de protection	Dans les forêts privées classées en forêt de protection
Document de gestion	<p>Plan Simple de Gestion</p> <ul style="list-style-type: none"> - Obligatoire pour les forêts de plus de 25 ha d'un seul tenant. Le seuil peut être abaissé entre 10 et 25 ha depuis la Loi d'Orientation Forestière. - Les propriétaires de plus de 10 ha. peuvent déposer un PSG volontaire. - Tout propriétaire de moins de 25 ha. peut, s'il n'a pas de PSG volontaire, adhérer à un Règlement Type de Gestion ou à un Code de Bonnes Pratiques Sylvicoles. La gestion conforme à ce document est considérée comme une garantie de gestion durable (code forestier Art. L.4 et L.8) <p>Le PSG comprend, au minimum, :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la définition des objectifs assignés à la forêt, - le programme des coupes (nature, assiette, périodicité et quantité [en surface ou en volume] ainsi que le programme des travaux de reconstitutions le cas échéant) - le programme des travaux d'amélioration sylvicole (nature, assiette, importance et époque de réalisation). <p>Il doit être conforme au Schéma Régional de Gestion Sylvicole</p> <p>Délai de 5 ans après travaux, pour la reconstitution. (Art. 9 du Code Forestier)</p> <p>Durée d'application : 10 à 20 ans.</p> <p>Pour les propriétaires n'ayant pas de garantie de gestion durable (PSG, RTG, CBPS) et voulant procéder à une coupe, ils doivent demander l'autorisation à la DDEA au titre du code forestier (sauf cas particuliers prévus à l'article L.10) et/ou du code de l'urbanisme (art. L.130-1) et/ou du code général des impôts si un engagement trentenaire ISF ou Monichon a été pris.</p> <p>Si la propriété est incluse dans un site classé ou inscrit, une autorisation de coupe est à adresser au préfet.</p>	<p>Règlement d'exploitation pour les propriétaires qui le souhaitent (le PSG avant son approbation ou son agrément vaut règlement d'exploitation, lorsqu'il a bénéficié d'un accord explicite du préfet – Art L 11 du code forestier).</p> <p>Ce règlement doit préciser :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la situation, - la nature et quantité en surface ou en volume de la coupe, - la durée de son exécution, - les travaux de reboisement éventuels. <p>Il doit être conforme aux prescriptions spéciales du classement.</p> <p>Délai identique.</p> <p>Durée d'application : la même !</p> <p>Pour les propriétaires n'ayant pas fait approuver un règlement d'exploitation, toute coupe doit obtenir une autorisation à demander auprès de la DDEA</p>

Thèmes	Dans les forêts privées non classées en forêt de protection	Dans les forêts privées classées en forêt de protection
<p>Démarches administratives pour l'approbation du PSG</p>	<p>PSG agréé par le Centre Régional de la Propriété Forestière.</p> <p>Le CRPF fait connaître sa décision au propriétaire dans un délai d'un an (sinon, le ministre statue). Toute coupe prévue au PSG peut être avancée ou retardée de 5 ans au plus sans consultation préalable du centre régional. (Art L 222-2)</p> <p>En cas de mutation, le nouveau propriétaire doit continuer à appliquer le PSG déjà agréé par le centre jusqu'à son terme sauf si un nouveau plan lui est substitué (Art L 222-4).</p>	<p>Règlement approuvé par le préfet (DDEA). Demande d'approbation auprès de la DDEA, qui en délivre récépissé. Notification de l'approbation du règlement dans un délai d'un an, sinon approbation tacite. Si la coupe prévue dans le règlement n'est pas effectuée l'année prévue, elle peut être reportée sur simple déclaration écrite à l'année suivante.</p> <p>En cas de mutation, approbation d'un nouveau règlement nécessaire.</p>
<p>Démarche administrative pour l'autorisation d'une coupe</p>	<p>① Demande de coupes extraordinaires à faire auprès du CRPF pour propriété bénéficiant d'un PSG, la coupe n'étant pas prévue dans ce PSG.</p> <p>① Pour les forêts assujetties au régime spécial d'autorisation administrative (pour toute propriété normalement soumise à obligation de PSG), demande d'autorisation d'exploitation à faire auprès de la DDEA qui consulte pour avis le CRPF. Forme et délai de cette demande fixés par un arrêté ministériel.</p> <p>② En dehors des coupes entrant dans le cadre d'une autorisation par catégories définies par arrêté préfectoral, la demande d'autorisation est faite au maire de la commune. Elle doit préciser :</p> <ul style="list-style-type: none"> - situation, - nature et quantité de la coupe, - année de son exécution, - travaux de reboisement éventuels. <p>Si aucune réponse n'intervient pendant les 4 mois qui suivent la saisine, l'accord est réputé refusé. L'autorisation est valable 2 ans et peut être prolongée d'une année. Délai de 5 ans après une coupe rase, pour la reconstitution.</p> <p>③ Un règlement d'exploitation doit être approuvé par le DDEA (sinon, les coupes doivent faire l'objet d'une autorisation trois mois à l'avance).</p>	<p>Autorisation spéciale auprès du préfet (DDEA). Demande de coupe doit préciser :</p> <ul style="list-style-type: none"> - situation, - nature et quantité en surface ou en volume de la coupe, - durée de son exécution, - travaux de reboisement éventuels. <p>Instruction conjointe au niveau des deux législations.(Art R 412-8)</p> <p>Autorisation d'une coupe dans un délai de 6 mois, sinon autorisation tacite.</p> <p>Si la coupe autorisée n'est pas effectuée l'année prévue, elle peut être reportée sur simple déclaration écrite à l'année suivante.</p> <p>Instruction conjointe au niveau des différentes législations. (Art R 412-10)</p>

Annexes

Thèmes	Dans les forêts privées non classées en forêt de protection	Dans les forêts privées classées en forêt de protection
Arbres dangereux	Autorisation non requise pour l'enlèvement des arbres dangereux, des chablis et des bois morts. (Art R 130-1 du code de l'urbanisme)	Aucune autorisation n'est nécessaire pour l'enlèvement des arbres dangereux, des chablis et des bois morts.
Usages	Néant.	Déclaration sur l'existence, la nature et l'importance des droits d'usage, jointe au règlement d'exploitation. Aucun droit d'usage ne peut être créé sans l'autorisation délivrée par le préfet.
Pâturage	Néant, sauf si le pâturage est considéré comme mettant en péril la destination forestière du lieu. Dans ce cas, l'article L 311-1 du code forestier sur les défrichements peut s'appliquer.	Le pâturage ne peut s'exercer que dans les zones déclarées défensables. Chaque année, les propriétaires et usagers voulant exercer le pâturage l'année suivante remettent avant le 1 ^{er} septembre une déclaration à la DDEA qui en accuse réception. La DDEA constate par des procès verbaux l'état des zones qui pourront être ouvertes au pâturage et indique : <ul style="list-style-type: none"> • l'espèce et le nombre d'animaux • les époques où l'exercice du pâturage pourra s'exercer Décision prise par le préfet et notifiée avant le 1 ^{er} mars (sinon, le pâturage s'exerce dans les mêmes conditions que l'année précédente).
Périmètre de protection de 500 m des édifices classés ou inscrits	Lorsqu'un immeuble est situé dans le champ de visibilité d'un édifice classé au titre des monuments historiques ou inscrit, il ne peut faire l'objet, tant de la part des propriétaires privés que des collectivités et établissements publics, d'aucune construction nouvelle, d'aucune démolition, d'aucun déboisement , d'aucune transformation ou modification de nature à en affecter l'aspect, sans une autorisation préalable . (Code du patrimoine art. L621-31)	

NB : Les prescriptions particulières de la forêt de protection pour les usages et le pâturage sont plutôt destinées aux forêts de protection montagnardes.

Annexe n° 6 : Une notice de gestion pour préserver la qualité du cadre de vie de la forêt de Rambouillet

Le statut de « Forêt de protection », de par sa réglementation, permet de protéger les frontières du massif (protection en terme de surface de milieux forestiers) ; la notice, elle, vise à préserver la qualité des peuplements forestiers, des milieux inclus dans ce massif, ainsi que des populations faunistiques et floristiques y vivant.

Elle concourt ainsi pleinement à atteindre les deux objectifs principaux motivant la mise en place d'une forêt de protection à Rambouillet :

- préserver un cadre de vie permettant « le **bien-être** » de la population locale et de la population francilienne,
- maintenir les **qualités « écologiques »** de ce massif.

Son but à long terme est d'aboutir à une gestion cohérente du massif, durable, conservant (voire améliorant) la richesse actuelle.

Le développement de la notice, qui s'attache à définir les recommandations nécessaires à maintenir ou améliorer la qualité du massif de Rambouillet, est le fruit d'une réflexion commune.

6.1 Les particularités de la forêt de protection de Rambouillet

6.1.1 Un milieu naturel évolutif

Ce milieu naturel évolue en fonction de l'intervention de l'homme, mais aussi des éléments naturels (entre autres les tempêtes et les trouées qu'elles peuvent provoquer).

En parallèle de son évolution, les connaissances scientifiques, les techniques de gestions s'enrichissent.

6.1.2 La notice de gestion s'appuie sur des documents de gestion préexistants (documents de référence)

La gestion forestière, en région Ile-de-France, est déjà aiguillée par divers documents auxquels la notice va se référer. Ces documents :

- conseillent la gestion à appliquer :
 - les **Orientations Régionales Forestières 2000**,
 - le guide national de reconstitution des forêts après tempêtes de l'ONF,
 - le Schéma Régional de Gestion Sylvicole [SRGS] pour les forêts privées,
 - les Directives Locales d'Aménagement 1988 [DILAM],
 - le document d'aménagement de la forêt domaniale de Rambouillet,
 - la charte du Parc Naturel Régional de la Haute Vallée de Chevreuse (document opposable au tiers)

- voire l'encadrent (documents d'objectifs pour les zones concernées par le réseau NATURA 2000 qui adoptent un règlement de gestion fin, l'objectif étant de conserver les habitats remarquables et les espèces inféodées),
- aident à la prise de décision, comme le catalogue des stations qui constitue un véritable outil technique,
- permettent, dans certaines conditions d'éligibilité, le subventionnement d'opérations sylvicoles (circulaires du ministère chargé de la forêt).

6.1.3 La notice sera réactualisée

La réactualisation de la notice de gestion est fonction de l'évolution du milieu et de l'évolution des documents de référence.

Pour permettre cette réactualisation, un point sera fait tous les **10 ans** sur les évolutions constatées et leur répercussions sur la notice. Des mesures contractuelles pourront, notamment, être modifiées pour accompagner les deux évolutions sus-nommées.

6.1.4 Le principe de base de la notice : faire simple et concis en s'appuyant sur des exemples

Les recommandations sont déclinées suivant quatre thème :

- Sylviculture,
- Gestion environnementale,
- Cynégétique,
- et Accueil du public.

Enfin, des fiches techniques sont proposées en guise d'exemples ou de conseils.

Annexe n° 7 : Un comité de pilotage pour définir les particularités du massif de Rambouillet

Cette formation n'est pas prévue dans le code forestier mais a été utilisée lors de la procédure de classement de la forêt de Fontainebleau, seul exemple de classement en forêt de protection d'une forêt périurbaine de taille comparable à celle de Rambouillet.

Le comité rassemble les différents usagers de la forêt répartis selon cinq catégories (cf. la **composition du comité**, Annexe n°8) :

- représentants de l'Etat et des établissements publics de l'Etat,
- représentants des Elus,
- représentants des propriétaires,
- représentants des usagers (associations de protection de l'environnement et associations de loisirs)
- représentants du comité scientifique.

Les différents rôles du comité sont les suivants :

7.1 Pendant l'opération de classement : un comité de pilotage

Il participe à l'élaboration de la présente notice, par la mise en place de groupes de travail sur quatre thèmes stratégiques :

- Sylviculture
- Gestion environnementale
- Gestion cynégétique
- et Accueil du public.

Il est consulté sur les points problématiques nécessitant un arbitrage et intervient notamment dans la discussion du périmètre autour des projets d'infrastructures (routières ou autres). Dans cette optique, deux autres groupes de travail ont été constitués :

- Infrastructures routières,
- Ressources en eau potable.

Enfin, il suit l'avancée de la procédure.

7.2 Une fois le classement prononcé : un comité de suivi

Le comité est pérennisé par le décret de classement en comité de suivi. Il sera réuni en tant que de besoin. Il sera, à cette occasion, consulté sur les litiges éventuellement constatés.

Il participera aussi à la révision de la notice de gestion qui aura lieu tous les 10 ans.

Pour faire suite au décret de classement, ce comité de suivi sera officiellement instauré par un arrêté préfectoral qui en définira la liste des membres. Il sera présidé par le préfet des Yvelines ou son représentant.

Annexe n° 8 : Composition du comité de pilotage
--

Représentants de l'Etat, des établissements publics de l'Etat :

- ✓ Le Directeur Départemental de l'Équipement et de l'Agriculture des Yvelines,
- ✓ Un représentant de la Sous-préfecture de Rambouillet,
- ✓ Un représentant de la Direction Régionale de l'Environnement,
- ✓ Un représentant de la Direction Régionale de l'Industrie et de la Recherche,
- ✓ Un représentant de la Direction Régionale de l'Office National des Forêts,
- ✓ Un représentant du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine,
- ✓ Un représentant de l'Agence Interdépartementale Yvelines-Hauts-de-Seine de l'Office National des Forêts,
- ✓ Un représentant de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage.

Représentants des Elus :

- ✓ Trois représentants du Conseil Général,
- ✓ Trois représentants de l'Union des Maires des Yvelines, représentant les maires de 40 communes concernées,
- ✓ Trois représentants du Syndicat mixte du Parc Naturel Régional de la Haute Vallée de Chevreuse.

Représentants des propriétaires :

- ✓ Trois représentants du Centre Régional de la Propriété Forestière d'Ile de France et du Centre,
- ✓ Trois représentants du Syndicat des propriétaires forestiers sylviculteurs d'Ile de France,
- ✓ Trois représentants de la Chambre Interdépartementale d'Agriculture de l'Ile de France.

Représentants des usagers :

- ✓ Un représentant de Yvelines Environnement,
- ✓ Un représentant de la Société des Amis de la Région de Rambouillet et de sa Forêt,
- ✓ Un représentant de Centre d'Etude de Rambouillet et de sa Forêt,
- ✓ Un représentant de Centre Ornithologique d'Ile de France,
- ✓ Un représentant de la Fédération Interdépartementale des Chasseurs de l'Essonne, du Val d'Oise et des Yvelines,
- ✓ Un représentant de la Fédération Départementale de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique,
- ✓ Un représentant commun des associations « Club pédestre et touristique de la région de Rambouillet » et « Club loisir et détente » (randonnées),
- ✓ Un représentant de l'association « Cyclotouristes de Rambouillet »,
- ✓ Un représentant du « Club Hippique de la Bergerie Nationale » (tourisme équestre).

Représentant du comité scientifique :

- ✓ Un représentant du Muséum National d'Histoire Naturelle et du Conservatoire Botanique de Bassin Parisien,
- ✓ Un représentant du comité scientifique de gestion des Réserves Biologiques Domaniales,
- ✓ Un représentant de Société Historique et Archéologique de Rambouillet et des Yvelines,
- ✓ Un représentant du laboratoire d'écologie forestière à l'ENGREF,
- ✓ François LE TACON, Mycologue, INRA.

Annexe n° 9 : Pistes cyclables ONF

Ces pistes cyclables sont au nombre de cinq et vont :

- ✓ Piste n°1 : de Montfort-l'Amaury à la maison forestière de la Porte de Saint-Léger,
- ✓ Piste n°2 : du Perray-en-Yvelines (la croix Saint-Jacques) à la maison forestière du Pâtis,
- ✓ Piste n°3 : au Petit Produit,
- ✓ Piste n°4 : de Saint-Léger-en-Yvelines (Poteau de Pecqueuse) à la Boissière-Ecole (carrefour du Mesle) en passant par le Haut Planet,
- ✓ Piste n°5 : d'Auffargis (Bois des 500 Arpents) à Senlis (La petite Houssières).

Annexe n° 10 : Synthèse des recommandations

Thème	Recommandations
Sylviculture	<p>Toute coupe non prévue dans un PSG ou règlement d'exploitation doit faire l'objet d'une demande d'autorisation spéciale de coupe auprès de la DDEA, quelle qu'en soit la surface, sauf dérogations accordées pour certaines catégories de coupes définies dans la présente notice. Conformément à l'article L.412.5 du code forestier, la coupe peut être réalisée dans le délai de cinq ans suivant l'année où elle a été autorisée.</p>
	<p>Pour garantir une gestion suivie et éviter un alourdissement des démarches administratives qui nuirait à la gestion forestière, les propriétaires privés sont incités à présenter des règlements d'exploitation ou mieux, un plan simple de gestion, qui évite les demandes d'autorisation spéciales au coup par coup.</p>
Gestion environnementale	<p>Les documents d'aménagement devront prendre en compte la valeur paysagère et édicter des principes en conséquence.</p> <p>Pour les Plans Simples de Gestion, une analyse sur la totalité de la propriété est recommandée, englobant aussi l'aspect écologique (voir au § suivant, « <i>l'étude de base minimale pour les PSG</i> »). Ils devront ainsi présenter une description sommaire des caractéristiques paysagères. Un examen sommaire des mesures paysagères envisagées lors des opérations de régénération est également le bienvenu..</p>
	<p>Les espaces ouverts à la date du classement pourront le demeurer. Ces espaces sont notifiés dans le tableau parcellaire du dossier de l'enquête publique.</p>
	<p>Dans le cadre de l'article R* 412-13 du code forestier, le pâturage, à des fins paysagères ou écologiques, dans des zones boisées défensables, pourra être pratiqué.</p>
Gestion cynégétique	<p>La clôture permanente a pour objectif principal de limiter la fréquentation des propriétés privées. Pour faciliter, voire rétablir, la circulation des grands animaux, les règles suivantes pourront être suivies lors du remplacement ou de la création de nouvelles clôtures :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les clôtures et grillages ne devront pas dépasser une norme de hauteur fixée à 1,50 m, - leur surélévation de 20 cm par rapport au sol est de rigueur, - ces clôtures devront être simples. <p>Il s'agit d'une recommandation valable pour les parcelles « internes » au massif, dans le but de garantir ou rétablir la continuité du massif pour les animaux.</p> <p>En aucun cas ce modèle ne s'applique pour les clôtures qui doivent empêcher le passage du gibier, notamment les clôtures à vocation sylvicole installées ponctuellement pour protéger la régénération naturelle, les clôtures délimitant les jardins en lisière de forêt ou encore les clôtures installées dans le but d'éviter le passage de faune. Dans les terrains militaires inclus dans la forêt de protection, les clôtures doivent, pour des raisons de sécurité, être totalement imperméables à la circulation des personnes.</p>

Thème	Recommandations
Accueil du public	<p>Pourront être interdits en forêt de protection tout rassemblement pouvant porter préjudice au milieu forestier (aussi bien à la flore qu'à la faune qu'il abrite) et atteinte au bien-être des usagers de la forêt.</p>
	<p>La priorité est donnée au piéton. Tous les autres usagers doivent rester maîtres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de leur vitesse (automobilistes, cyclistes, cavaliers), - de leur monture (cavaliers), - de leur activité (chasseurs).
	<p>Ce principe [<i>ne pas pénétrer dans le sous-bois</i>] pourra être élargi aux cyclistes : toute pénétration dans les sous bois leur est interdite, excepté sur les bandes cyclables créées par l'ONF, dont l'itinéraire traverse certaines parcelles (elles sont listées en Annexe n°9). L'accès leur est permis, sur tous les chemins séparant les parcelles, à condition que leur largeur soit supérieure ou égale à 2,5 mètres. La pénétration sur les sentiers en deçà de cette largeur pourra être considérée comme une atteinte à la conservation de la forêt.</p>